

CERPESC

ANALYSES

L'histoire (-2009) <i>De la décolonisation à l'assassinat du président Vieira</i> Page 3	Processus DDR et RSS <i>Les enjeux, les défis et le nouvel élan des réformes</i> Page 11	La mission de l'UE <i>La valeur ajoutée et le rôle de l'ONU</i> Page 22	Conclusion <i>Une mission « intellectuelle » et la démocratisation inachevée</i> Page 28
--	--	---	--

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKE

UE-RSS/EUSSR GUINÉE-BISSAU

Une « mission intellectuelle » et ses circonstances



CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
European Solutions for Defence & Crisis Management
www.pesc.eu

Europa Varietas Institute
Association Objectif Europe III - Sorbonne

Introduction

Après plusieurs missions et opérations plus ou moins réussies en Afrique, notamment en RDC et au Soudan, l'Union européenne a lancé une mission de la réforme du secteur de sécurité (RSS/SSR) en Guinée-Bissau, l'Etat qui se trouve « en état permanent » de la réforme du secteur de sécurité. Pourquoi la décision de l'UE a été prise en 2007 ? Quel est le rôle du facteur de temps ?

Y a-t-il un enjeu stratégique d'être présent dans la région ? Quels sont les événements du passé et du passé récent qui ont mis la Guinée et ses voisins au coeur des intérêts ? S'agit-il d'une vraie politique commune, ou les relations bilatérales de certains pays de l'UE interfèrent la diplomatie de l'Union européenne, comme c'était le cas au Darfour. Le Sénégal et la Guinée (Conakry) voisins jouent aussi un rôle influant le développement du pays comme la contrebande internationale.

Cette analyse cherche à répondre à des questions de base, pourquoi cette mission a été installée, quels sont les Etats membres de l'Union européenne qui étaient particulièrement intéressés ? Pourquoi une mission civile (soi disant « intellectuelle »), de plus de l'UE, si les missions de l'ONU sont déjà longtemps sur place. Quel était le rôle de l'ECOMOG et de la CEDEAO concernant la politique bissau-guinéenne ?

Est-ce que les enseignements de pareilles missions précédentes sont tirés pour en profiter en Guinée-Bissau ? Pourquoi la mission RSS peut fournir des valeurs ajoutées au processus de réforme décidé par les Bissau-guinéens eux-mêmes et soutenu par l'ONU ?

Pourquoi une telle mission de l'UE sachant que la situation sur place est loin d'être pacifiée ? Au lieu d'installer une opération « EUFOR », un groupe d'expert a été déployé dans une situation tendue, dans une période pendant laquelle le président et le chef d'Etat ont été assassinés. Pourquoi l'Union

européenne a soutenu un président « démocratique » qui a cherché plusieurs fois à assassiner son chef d'Etat-major ? Quelle est la vraie raison d'y assister ? S'agit-il de simple ignorance des contextes du pays particulièrement amalgames ?

La Guinée-Bissau peut être considérée comme un pays qui est prêt aux réformes ? Est-ce qu'il est vraiment le bon moment pour une mission RSS ou bien cette phase du processus de maintien de la paix est prématurée ? La RSS peut-elle devenir efficace sans phase de DDR achevée ? L'armée et la police destinées à soumettre à la réforme sont en quel état, et ou sont les clivages et les rivalités internes soutenues pas des différentes fractions ?

Est-ce que le processus de réforme est destiné à finir par un succès ou bien les réformes aident les intérêts particuliers des parties adversaires du pays. Comment et en quelle mesure le Portugal et la France – anciens colonisateurs sont présents et tentent d'influer le processus ?

Nous essayons de répondre à la plupart de ces questions même si plusieurs détails restaient dans l'obscurité.

I. Enjeux, défis et clivages dans l'histoire de la Guinée-Bissau

Le troisième pays le plus pauvre du monde, la Guinée-Bissau est le 3^e producteur de noix de Cajou d'Afrique, et le 6^e mondial, avec sa production de 120 000 tonnes par an lui rapportant 60 millions de dollars. L'exportation de noix de cajou représente 60 % des revenus du pays dont le budget dépend à 75 % de l'aide internationale, et qui est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine¹.

Le littoral de Bissau est très riche en poissons et elle possède de bauxite, bois, pétrole, phosphate. Le potentiel agricole du pays est considérable même si ses forêts ne sont pas exploitées de manière informelle. Dans la zone maritime que partage la Guinée Bissau avec le Sénégal, un potentiel de 1,1 milliard de barils de pétrole lourd (difficilement exploitable) a été identifié.

Les 85 % des 1,3 millions d'habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour. La population est majoritairement animiste (55 %) et musulmane (35 %)².

Au Moyen Age, la Guinée-Bissau fit partie de l'empire du Mali. À partir du XVI^e siècle, le royaume du Gabu domina le haut pays.

Le pays est devenu colonie portugaise en 1446, date de début de 5 siècles de colonisation occidentale. La colonie « Guinée portugaise » (lusophone, 36.125 km²) partage l'histoire de la Guinée (Guinée-Conakry, francophone) voisine³. Le territoire des différentes ethnies continue le plus souvent au-

delà des frontières y compris ceux qui sont avec la Casamance au Sénégal. La séparation est devenue effective à la fin du XIX^e quand le Portugal a perdu la Guinée au profit de la France, et les frontières avec les possessions françaises furent fixées par un traité signé en 1886⁴. La Casamance, anciennement portugaise (dont la capitale Ziguinchor a été fondée par les Portugais) a été rattachée à la France⁵.

La capitale est transférée de Bolama à Bissau en 1942, date à partir de laquelle la Guinée portugaise prend officiellement le nom de sa nouvelle capitale Guinée-Bissau. En 1951, le territoire a attribué par le Portugal le statut de province d'outre-mer, avec une représentation à l'Assemblée nationale portugaise⁶.

Les enjeux de la guerre d'indépendance (Portugal, Guinée-Bissau, Cap-Vert)

La Guinée-Bissau a commencé l'une des plus longues guerres de décolonisation en 1962, en alliance avec le Cap-Vert. Le Portugal a indéniablement joué sur la vieille rivalité entre Capverdiens et Bissau-guinéens, ou en d'autres termes entre métis et noirs. Il a chargé le général António Spínola, responsable du commandement militaire en Guinée portugaise contre la lutte indépendantiste, de mettre en place le « Front Uni de Libération » pour concurrencer le PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert - portugais *Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde*)⁷. Le « Front » était un instrument en vue de conserver le Cap-Vert

¹ derrière la Tanzanie et le Mozambique, Source : L'actualité de la Guinée-Bissau en 2008 <http://www.izf.net/pages/guineebissau2008/17367/>

² Guinée-Bissau, http://www.banque-france.net/fr/eurosys/telechar/zonefr/2008/guinee_bissau.pdf

³ Géographie – Guinée-Bissau, http://www.afrique-planete.com/guinee_bissau/geographie.htm

⁴ Histoire de la Guinée-Bissau http://www.guinee-bissau.net/histoire_guinee_bissau.php.

⁵ En échange pour le territoire français Cacine en Guinée-Conakry, la France a reçu la zone de la Casamance : Le Portugal avait besoin du soutien français pour réaliser son projet « Mapa Cor-de-Rosa » (carte rose), ce qui consiste en une liaison portugaise entre l'Angola et le Mozambique (Afrique méridionale portugaise – « Un Fashoda portugais » en 1886.) Source : Carlos Sangreman, Fernando Sousa Jr, Guilherme Zeverino, Miguel Barros, *A evolução política recente na Guiné-Bissau*, CESA - Documentos de Trabalho n° 70, Lisboa, 2006, pp. 16-17.

⁶ Guinea Bissau, CIA World Factbook 2002, <http://www.faq.org/docs/factbook/print/pu.html>

⁷ Eugène Tavares, « La Guinée-Bissau, quel gâchis ! », *Pambazuka News*, 27/06/2009, Numéro 106, <http://www.pambazuka.org/fr/category/features/57362>

CERPESC ANALYSES

et d'accorder l'indépendance à la Guinée portugaise. Avec le soutien des États-Unis, le Portugal comptait ainsi occuper la position stratégique fournie par l'archipel du Cap-Vert.

C'est la raison pour laquelle son objectif était de réussir à casser l'union entre le Cap-Vert et la Guinée-Bissau. Le général Spínola devait remettre le Front à des nationalistes capturés et qui avaient retourné leur veste en faveur du Portugal. Ainsi le PAIGC a dû se battre contre une armée portugaise de 30.000 personnes sur plusieurs fronts à partir des pays voisins, la Guinée Conakry notamment et la Casamance, province du Sénégal⁸, même si le Sénégal lui-même a manifesté son hostilité crue contre le PAIGC.

La région est devenue un micro-théâtre marginal de plus de la Guerre froide : La victoire du PAIGC (« un mouvement de libération nationale marxisant ») faisait de sa frontière avec le Sénégal (« pion occidental dans la sous-région »), l'un des fronts de la Guerre froide. À Elinkine, en Casamance, l'installation d'une base navale sénégalaise a été financée par les États-Unis, vis-à-vis de la base maritime à Varéla, créée par l'URSS⁹.

De plus, un gisement de pétrole découvert à la frontière maritime est le deuxième contentieux, l'issue de la contestation bissau-guinéenne de la frontière maritime / ZEE (rejetée plusieurs fois par un tribunal international¹⁰). Mais la guerre d'indépendance est aggravée par de majeurs conflits internes : Six mois seulement avant l'indépendance de la Guinée-Bissau, Amílcar Cabral, fondateur du

PAIGC est assassiné le 20 janvier 1973, à Conakry (Guinée-Conakry). Ses assassins sont des membres de son parti, vraisemblablement manipulés par les autorités portugaises (Spínola et la PIDE, police politique portugaise), mais il est plus important que les meurtriers de Cabral ont motivé leur geste par le fait de la domination des Métis¹¹, face aux Noirs et de leur accaparement du pouvoir : La mainmise des Capverdiens sur les structures dirigeantes de la Guinée-Bissau était critiquée par plusieurs membres du PAIGC. Amílcar Cabral était un exemple de métissage culturel mais la proximité de son frère Luis, métis biologique et celle de l'élite capverdienne constituait une preuve de la position ambiguë du leader de la révolution¹².



Source : <http://www.rfi.fr/>

⁸ Guinée-Bissau, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/Guinee-Bissau.htm>

⁹ L'engagement pro-occidental de Senghor portait plutôt à pencher vers le FLING (*Frente de libertação nacional da Guiné*), rival non marxiste du PAIGC. Source : Jean-Claude Marut, « Après avoir perdu l'Est la Guinée Bissau perd-elle aussi le Nord? », *Lusotopie*, 1996, p. 82.

¹⁰ Jean-Claude Marut, op. cit., p. 83., « Le tracé de détail de la frontière au niveau du Cap Roxo (orientation NE-SO), comme le revendique le Sénégal, ou l'orientation générale (Est-Ouest) de la frontière, comme le revendiquela Guinée-Bissau, les eaux territoriales et la ZEE de chaque pays ne sont pas du tout les mêmes. »

¹¹ personne née de parents appartenant à des populations présentant des différences phénotypiques importantes (comme la pigmentation de la peau) (Wikipedia)

¹² Amílcar Cabral – Biographie, <http://www.lamc-malcriado.com/word/98.doc>

CERPESC ANALYSES

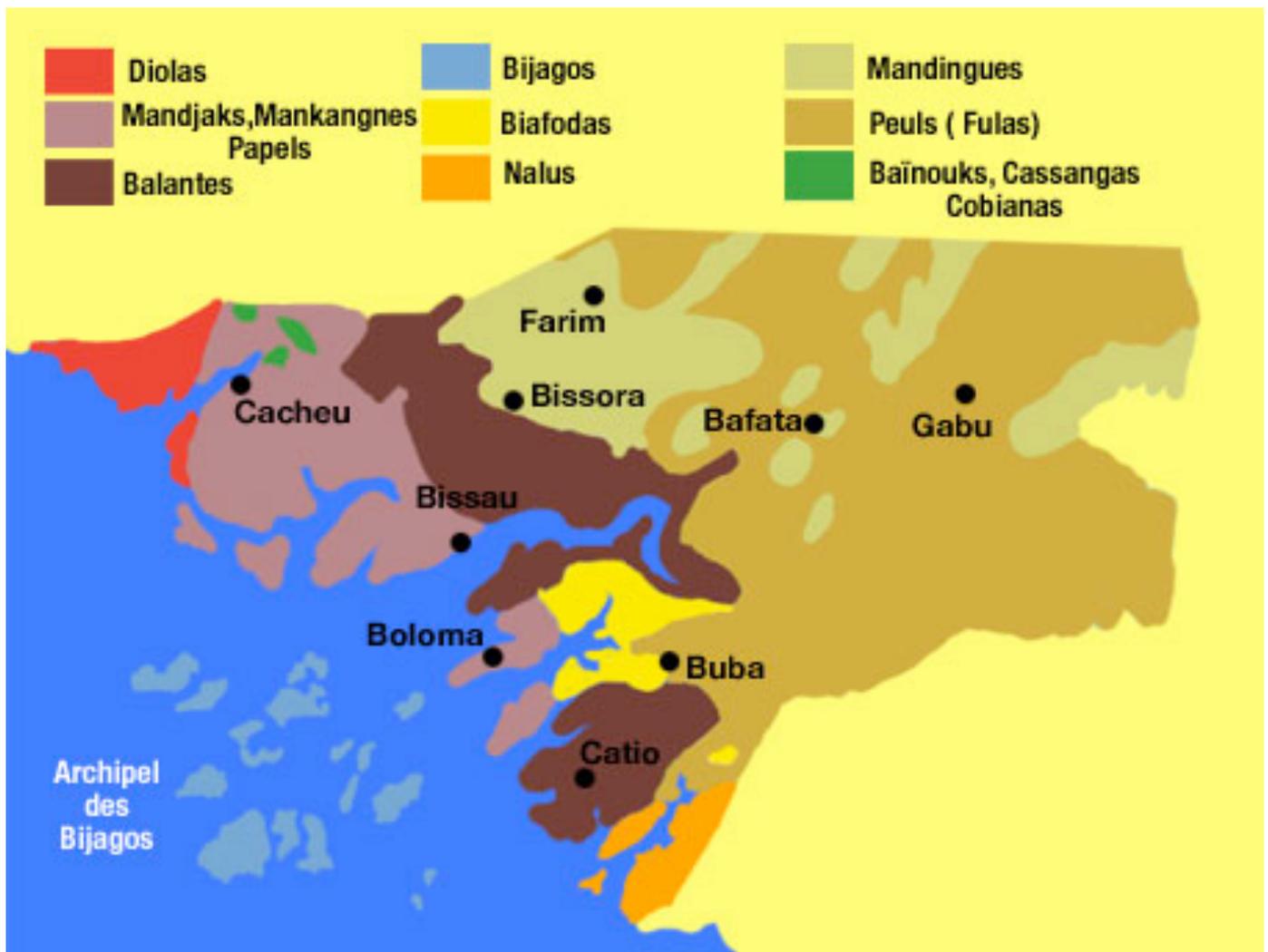
L'aspect international de ce meurtre est aussi important: Sékou Touré, premier président de la République de Guinée (Conakry) a peut-être également joué un rôle dans l'attentat: A l'époque, un projet de Grande Guinée existait et était débattu entre Bissau et Conakry, entre ceux qui se sentaient proches idéologiquement (socialisme) et sociologiquement. Ce projet, refusé par Amilcar Cabral a été combattu par les Capverdiens jusqu'à leur éviction, car il promettait la suprématie des Noirs¹³.

Finalement le Portugal n'a pas réussi son pari, car le PAIGC n'éclatait pas ; des chefs du maquis comme João Bernardo Vieira (Noir) – un nom à retenir – ont apporté leur soutien aux successeurs d'Amilcar Cabral. Et la Révolution des Œillets en

1974, qui déposa le dictateur Caetano (successeur de Salazar) a permis l'indépendance simultanée de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (10 septembre) formant un seul pays¹⁴.

Les Métis contre les Noirs, et la question de Casamance (Sénégal)

En 1974, le premier président de la République de Guinée-Bissau indépendante est devenu Luís Cabral (Métis de mère portugaise contrairement à son frère Amilcar de mère guinéenne). Il s'entourait par la population métissée déjà mise en avant à l'époque des Portugais. Le clivage entre Noirs et Métis, établi à l'époque de la colonisation



¹³ Avec la mort de Sékou Touré en 1984, ce projet a été oublié

¹⁴ Histoire de la Guinée-Bissau, http://www.guinee-bissau.net/histoire_guinee_bissau.php.

CERPESC ANALYSES

portugaise, se réinstallait au niveau de l'administration et du parti au pouvoir le PAIGC. La Guinée-Bissau, indistincte juridiquement du Cap-Vert, se voit dominée par les Capverdiens et la crise économique (pénuries alimentaires, etc.)¹⁵.

La ségrégation a été institutionnalisée par la nouvelle Constitution du Cap-Vert du 7 novembre 1980 : seuls les Capverdiens (constitués de 71% de métis) nés de parents capverdiens étaient éligibles au sein des instances du parti et de l'Etat (communs aux deux pays). Cette loi a signifié que les Noirs d'origine bissau-guinéenne n'avaient pas accès aux postes de responsabilité du Cap-Vert, alors que les Capverdiens étaient chez eux à Bissau et constituaient l'élite. La constitution a concentré tous les pouvoirs entre les mains de Luis Cabral (chef de l'État, du gouvernement et des armées) au détriment du premier ministre¹⁶.

Le mécontentement se manifestait partout et finalement c'est Joao Bernardo Vieira (surnommé Nino) qui a renversé le gouvernement de son ancien compagnon, Luis Cabral, le 15 novembre 1980. Les raisons du mécontentement de Nino Vieira étaient liées à l'introduction des grades militaires dans les forces armées en 1979¹⁷. Lors du coup d'État, de nombreux dirigeants métis qui ont refusé de se soumettre, ont été tués.

Ainsi le pouvoir a été transféré aux mains des Noirs et désormais les vétérans de guerre disposaient de l'accès aux postes de responsabilité. Il faut y mettre l'accent sur le rôle de ces vétérans (formés par les Soviétiques et dans le cadre de la

coopération des armées de lutte anti-coloniale portugaise) qui partagent avec les Casamançais les mêmes origines ethniques, s'ils ne sont pas eux-mêmes Casamançais. Par le putsch, ils sont rompus aux tactiques de guérilla et aidaient Vieira à diriger un gouvernement militaire à ses débuts fortement marxiste-léniniste¹⁸.

Issue du coup d'Etat, les relations entre la Guinée-Bissau et le Cap-Vert ont été fortement détériorées: le dernier a quitté définitivement le projet d'unité avec la Guinée-Bissau et les socialistes ont fondé le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV).

La crise locale a recommencé à s'internationaliser lors de la guerre de sécession de la région de Casamance depuis 1982. Le Sénégal ayant l'objectif de devenir une puissance régionale, fortement appui par la présence militaire française à Dakar, se rend compte que les rebelles sont aidées par leurs « cousins » à Guinée-Bissau et l'armée sénégalaise entend les poursuivre. L'effet de domino s'installait : les guerres civiles ouest-africaines ont déstabilisé la région en créant des circonstances idéales pour une série de trafics (armes, drogue, diamants). La Guinée-Bissau se transformait à un carrefour international de la contrebande et leur contrôle est devenu enjeu régional tant pour les Sénégalais que pour les Français...¹⁹

Ainsi la Guinée-Bissau, à cause des relations ethniques présentées ci-dessus, commençait à aider des rebelles de Casamance. En 1984, une nouvelle Constitution a été approuvée et a ramené le pays à

¹⁵ Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, http://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_africain_pour_l%27ind%C3%A9pendance_de_la_Guin%C3%A9e_et_du_Cap-Vert

¹⁶ Guinée-Bissau : besoin d'Etat, Rapport Afrique de Crisis Group N°142, 2 juillet 2008, pp. 5-9.

¹⁷ Carlos Sangreman, Fernando Sousa Jr, Guilherme Zeverino, Miguel Barros, *A evolução política recente na Guiné-Bissau*, CESA - Documentos de Trabalho n° 70, Lisboa, 2006, p. 13.

¹⁸ Guinée-Bissau : besoin d'Etat, Rapport Afrique de Crisis Group N°142, 2 juillet 2008, pp. 10-12.

¹⁹ François-Xavier Verschave, *Noir silence – Qui arretera la Françafrique?*, Paris, Les Arènes, 2002., pp. 71-79.

CERPESC ANALYSES

la règle civile²⁰. En 1985 un nouveau conflit interne au sein du PAIGC et au Gouvernement a fini par l'arrestation de 60 personnes accusées de complot. En juillet 1986, six des détenus, tous militaires, (parmi eux le Vice-Président du Conseil d'État, le Colonel Paolo Correia) ont été tués²¹.

Vers la « démocratisation » du pays

Après une dizaine d'année de la dictature militaire, une certaine démocratisation a été introduite. L'effondrement de l'Union soviétique avait plusieurs conséquences en 1991:

- Pour gagner des bailleurs de fonds occidentaux, Nino Vieira a opéré un rapprochement spectaculaire avec le Sénégal d'Abdou Diouf.
- C'est la raison pour laquelle le premier cessez -le-feu à Casamance²² a été signé et
- en Guinée-Bissau, l'interdiction des partis politiques a été levée et des élections ont lieu en 1994.

Le 29 septembre 1994, Vieira a été proclamé premier président de la République « démocratiquement élu ». Cette année, le pays participe à l'opération Turquoise peu glorieuse au Rwanda. La force internationale comptait 2 550 militaires de l'armée française et 500 autres, venus de sept pays d'Afrique (Sénégal, Guinée-Bissau, Tchad, Mauritanie, Égypte, Niger et Congo).

Les relations (re)deviennent de plus en plus étroites avec la France, et en 1997 malgré sa situation financière désastreuse, avec une dette considérable (3,5 années de revenu) le pays a pu entrer dans la zone franc. Mais cette démarche n'a pas été accompagnée par des mesures macro-économiques,

capables de soutenir le développement. En 1995, l'aide internationale couvrait $\frac{3}{4}$ ressources nationales. Certains affirment qu'il ne s'agit pas d'un hasard : Paris a sécurisé ses affaires à Casamance (et à Dakar) en arrimant Bissau : « Vieira et Elf – mariage de raison. Nino a promis de fermer son territoire à la rébellion casamançaise » ...²³.

Le 7 juin 1998, la guerre civile (jusqu'au 7 mai 1999) a éclaté entre les forces restées fidèles au président Vieira, et celles du chef rebelle Ansumane Mané. Pour maîtriser la situation de plus en plus tendue, le 26 décembre 1998, la CEDEAO a déployé sa force de contrôle du cessez-le-feu (ECOMOG) en Guinée-Bissau à la demande du président. Le bataillon de « maintien de la paix » était loin d'être neutre (voir les propositions du rapport Brahimi) : l'appui a été offert par des troupes sénégalaises et guinéennes voisines aux forces loyalistes du président, parce que la majorité des forces armées s'est ralliée au général Mané²⁴.

Nino Vieira a fait appel à l'intervention des troupes du Sénégal et Guinée-Conakry et cette demande a été faite à la lumière des accords de défense mutuelle signés par les trois pays. Toutefois, ces accords prévoient la défense des pays signataires dans le cas d'une agression extérieure, ce qui n'était évidemment pas le cas. Le conflit en Guinée et ses résultats étaient particulièrement importants pour le Sénégal. La possible victoire de la junte militaire aurait pu augmenter l'intention de la Guinée-Bissau pour lutter contre le MFDC à Casamance.

L'intervention sénégalaise a été effectuée sous le nom « Opération Gabu », et le contingent a été

²⁰ Guinée Bissau, http://www.banque-france.net/fr/eurosys/telechar/zonefr/2008/guinee_bissau.pdf

²¹ Carlos Sangreman, op. cit., p. 14.

²² « Au point qu'on peut légitimement se demander si, après avoir perdu leurs soutiens à l'Est de l'Europe, les dirigeants bissau-guinéens ne seraient pas en train de perdre le nord (au sens propre comme au sens figuré). », Jean-Claude Marut, « Après avoir perdu l'Est la Guinée Bissau perd-elle aussi le Nord? », *Lusotopie*, 1996, p. 83.

²³ Verschave, op. cit., p. 73.

²⁴ <http://www.operationspaix.net/-ECOMOG-Guinee-Bissau->

CERPESC ANALYSES

commandé par le colonel Abdoulaye Fall. Dans le cas de la Guinée-Conakry, l'intervention était due à la bonne relation entre Vieira et le président Lansana Conté et le chef de la force, Samy Tamba, commandant tué lors du combat. La conséquence immédiate de la décision d'appeler les troupes étrangères a provoqué l'augmentation progressive du soutien populaire pour les rebelles²⁵.

Certains affirment que le conflit doit être analysé dans une dimension extérieure qui est liée à la rivalité entre le Portugal et la France à l'égard de la Guinée-Bissau: On peut dire que le Portugal et la France (construction d'un centre culturel dans la capitale Bissau etc.) étaient concurrents à l'égard des politiques d'aide au développement qui ont été mis en œuvre en Guinée-Bissau, en particulier depuis la seconde moitié des années 1990²⁶. Il faut y ajouter que les flux migratoires de plus en plus importants sont arrivées vers la péninsule ibérique²⁷.

L'implication française était « significative » et en 1999, la France a organisé une opération sénégal-française par un commando « secret » de TCD Foudre pour que le Sénégal occupe un pays voisin. Paris nie officiellement l'implication et l'objectif : renverser Vieira, son « nouvel allié », et remplacer

par le général Mané²⁸. Tout ce qui est reconnu officiellement, c'est qu'entre janvier et mars 1999, lors de plusieurs missions opérationnelles dans le Golfe de Guinée (*Corymbe*, *Recamp Bissau*, *Aramis*) les TCDs (bâtiments français de transports de chalands de débarquement) Siroco (et Foudre?) ont transporté des troupes de l'ECOMOG en Guinée-Bissau et participaient aux opérations réelles d'évacuation de ressortissants²⁹.



Copyright Gilles Cardinal

De plus, l'ECOMOG à l'époque, dès sa première intervention au Libéria, a été surnommé *Every Car Or Movable Object Gone* (Emporte tout véhicule et tout meuble) tant la réputation de certains de ses hommes, mal préparés, mal équipés, non payés et

démoralisés³⁰. L'ECOMOG est intervenu avec peu de succès à la guerre civile du Libéria (1990-98, 2003), de Sierra Léone (1997-2000), de la Guinée-Bissau (1998-99), et de Côte d'Ivoire (2002)³¹.

Après que les combats ont tourné rapidement à l'avantage des rebelles en Guinée-Bissau, sous l'égide de la CEDEAO un accord de paix a été signé le 1er novembre 1998 à Abuja (Nigeria) qui prévoyait l'instauration d'un cessez-le-feu, le retrait des forces étrangères et le déploiement d'une force d'interposition de la CEDEAO à la frontière de Sénégal, effectuée le 17 mars 1999. Cette force de 600

²⁵ Carlos Sangreman, op. cit., p. 17.

²⁶ Carlos Sangreman, op. cit., pp 15-16.

²⁷ Damien Helly, « PESD en Guinée-Bissau : il faut continuer », *EUISS Analysis*, juillet 2009, p. 1.

²⁸ Verschave, op. cit., p. 76.

²⁹ TCD Scirocco, <http://tcd.sirocco.free.fr/actualites1999.htm> (téléchargé le 01/10/2009)

³⁰ Faria, Fernanda, *La gestion des crises en Afrique subsaharienne – Le rôle de l'Union européenne*, op. cit., pp. 18-20.

³¹ András István Törke, La sécurité collective et la conception « groupe de combat » en Afrique, *Les tentatives vers « une politique africaine de sécurité et de défense commune »*, Revue CERPESC, 10 mars 2009, p. 6.

CERPESC ANALYSES

hommes serait chargée de surveiller le retrait des soldats guinéens et sénégalais (sic!), ainsi que du contrôle des élections³².

Mais contrairement aux accords de paix d'Abuja, la garde présidentielle de Vieira (une nouvelle « armée » composée par 600 miliciens, les *Aguendas*) a été formée par les officiers français, et Paris et Dakar a maintenu une base sur l'île de Bubaque. Au moins un navire de guerre français continuait à patrouiller dans les eaux territoriales bissau-guinéennes, en janvier 1999, un canon français de 155 mm a été livré aux alliés de Vieira et un bateau français a bombardé les positions de l'armée bissau-guinéenne³³.

Enfin, les rebelles ont pris le gouvernement de João Vieira, qui a cherché refuge à l'ambassade portugaise avant de s'exiler au Portugal et les forces de l'ECOMOG se sont retirées fin juin, remplacées par le Bureau des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (BANUGBIS).

Début 2000 (-2003), Kumba Yala (Ialá – son nom musulman) a été le premier Président déclaré une nouvelle fois « démocratiquement élu » de la Guinée-Bissau. Mais sa dérive autocratique faisait peu à peu passer au rouge tous les voyants de l'État de droit. La France a bloqué l'aide européenne à la reconstruction et a appelé au « rétablissement des institutions démocratiques » (sic !).

Les arrestations se multipliaient tous azimuts, la torture régnait à nouveau, les contre-pouvoirs

étaient persécutés. Pas de miracle en 2003, le coup d'Etat militaire du général Veríssimo Correia Seabra³⁴ a renversé le président et une nouvelle phase de la « normalisation démocratique » pouvait commencer par les élections législatives en 2004³⁵.

Il semblait que la (relative) pacification intérieure était coïncidée à une normalisation (relative) des relations internationales : le 30 décembre 2004 à Casamance un accord de paix a été signé entre le MFDC (Mouvement des forces démocratiques de la Casamance) et le gouvernement sénégalais.

Le retour de Vieira

En avril 2005, Vieira est retourné pour participer aux élections. Il a convaincu le Sénégal de le soutenir et le 24 juillet 2005, il a emporté les élections au deuxième tour. L'année prochaine, à la frontière des eaux territoriales entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, un potentiel de 1 à 1,5 milliard de barils de pétrole a été découvert par la compagnie pétrolière sénégalaise *Pétrosen*. Tout à coup, la pacification de Casamance est devenu un objectif commun majeur du Sénégal et de la Guinée-Bissau pour pouvoir profiter de la richesse du pétrole.

C'est la raison pour laquelle en mars 2006, l'armée de Guinée-Bissau a mené une opération de nettoyage à Casamance contre le maquis de Salif Sadio avec l'accord du Sénégal³⁶. Issue d'un règlement de compte dont les circonstances liées aux réformes du secteur de sécurité seront présentées ci-dessous, le président Vieira a été assassiné le 2 mars 2008. Le 26 juillet 2009, Malam Bacai Sanhá est élu président de la République, il est entré en

³² <http://www.operationspaix.net/-ECOMOG-Guinee-Bissau->

³³ Verschave, op. cit., pp. 77-78.

³⁴ Seabra a été tué par les mêmes soldats qui ont constitué la mission du maintien de la paix de l'ECOMOG (2003) en Libéria. Source : Carlos Sangreman, Fernando Sousa Jr, Guilherme Zeverino, Miguel Barros, *A evolução política recente na Guiné-Bissau*, CESA - Documentos de Trabalho n° 70, Lisboa, 2006, p. 20.

³⁵ Monique Mas, « Le général Seabra tué pour des arriérés de solde », *RFI*, 07/10/2004, http://www.rfi.fr/actufr/articles/058/article_30953.asp

³⁶ Monique Mas, « Salif Sadio pris à revers par l'armée bissau-guinéenne », *RFI*, 17/03/2006,

http://www.rfi.fr/actufr/articles/075/article_42543.asp ; Monique Mas, « L'offensive se durcit contre Salif Sadio », *RFI*, http://www.rfi.fr/actufr/articles/075/article_42620.asp

CERPESC ANALYSES

fonction le 8 septembre 2009³⁷.

En concluant, il est important à souligner que le conflit entre les Métis et les Noirs persiste et plusieurs clivages internes rendent difficile de la consolidation de la Guinée-Bissau. Le pays reste plus ou moins touché par l'influence de la part des

anciens colonisateurs. Le Portugal est toujours prêt à donner un coup de main et la France reste intéressée par le Sénégal.

La relation entre les politiques d'aide au développement et les racines du conflit armé exigeraient l'examen d'un façon plus critique le rôle dont



³⁷ Cécile Sow « La fin du cauchemar ? », *Jeune Afrique*, 03/08/2009, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2534p010-011.xml0/-president-election-presidentielle-Kumba-Yala-PAIGC-La-fin-du-cauchemar-?.html>

CERPESC ANALYSES

la coopération pour le développement ne peut pas accomplir, surtout dans le cas des deux bailleurs de fonds officiels, le Portugal et la France. Pour (re)gagner plusieurs fonds la Guinée-Bissau comme plusieurs pays en Afrique est capable de faire des actes spectaculaires (« villages Potemkine ») pour gagner plus de financement qui « déraile » souvent faute d'un contrôle international. Les deux phénomènes présentés ci-dessus coïncident.

Les relations avec les pays voisins sont assez flottantes, et plusieurs ethnies de la Guinée-Bissau ont des « cousins » à Sénégal (Casamance) et à Guinée (Conakry). Le système administratif et sécuritaire se base largement sur les fonds portugais donc la réforme concernant ces secteurs prend exemple largement du Portugal et des ex-colonies portugaises³⁸.

II. La réforme bissau-guinéenne du secteur de sécurité et la mission de l'UE en Guinée-Bissau (DDR et RSS)

II.1 Les résultats mitigés du dernier programme de DDR

Après (au moins) 2 programmes de DDR (*désarmement, démobilisation et réinsertion*) échoués, issu du conflit armé en 1998-1999, un (nouveau) Programme de Démobilisation, Réinsertion et Réintégration des Ex-combattants (PDRRI) qui se base sur le Programme de Réconciliation Nationale et de Reconstruction (PRNR) a été présenté à Genève en mai 1999³⁹. Le soutien international a été considérable : De la part de l'ONU le Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix (UNOGBIS) a été créé en 1999, pour soutenir les réformes et le Royaume-Uni a été initialement sollicité pour demander le transfert des expériences récentes à Sierra Léone. Les Anglais ont mis en place d'un Groupe de Conseil pour le Développement du Secteur de Sécurité⁴⁰. (Vraisemblablement c'est grâce aux « positifs » enseignements tirés de cette mission que le Royaume-Uni refusait de soutenir une nouvelle RSS sur place, jusqu'aux derniers moments...)

Le PRNR inclus au programme du nouveau gouvernement élu lors des élections en 2000, a été mis en place avec le soutien de l'IDA (Banque mondiale) sous la forme d'un prêt de 25 millions de dollars US⁴¹. Un accent particulier a été mis sur la situation socio-économique notamment sur la démobilisation et la réintégration des ex-combattants financées par un fonds fiduciaire alimenté par les Pays-Bas et la Suède, la Banque Afri-

³⁸ Guinée-Bissau, <http://pesd.visuart.eu/?q=guineebissau> (Site créé par András István Türke)

³⁹ Pedro Correia, « L'après DDR en Guinée Bissau : les défis sociopolitiques et les problèmes sécuritaires », *DDR, Post-conflit et Développement en Afrique de l'Ouest*, Réunion du Groupe régional de travail organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE en partenariat avec la CEDEAO, Paria (Cap Vert), de 28 février au 1er mars 2007, Tome 2 – Document de travail, p. 27.

⁴⁰ Daniel Fiott, « European Union Security Sector Reform Missions: The Case of Guinea-Bissau », *European Security Review*, ISIS, Number 38, May 2008, p. 2.

⁴¹ Demba Baldé, « La Banque mondiale en Guinée Bissau et en Casamance (Sénégal), *DDR, Post-conflit et Développement en Afrique de l'Ouest*, *op. cit.*, Tome 1 – Rapport de synthèse, p. 35.

CERPESC ANALYSES

caïne et l'Union européenne. L'objectif principal de ce programme était de financer le recensement des ex-combattants.

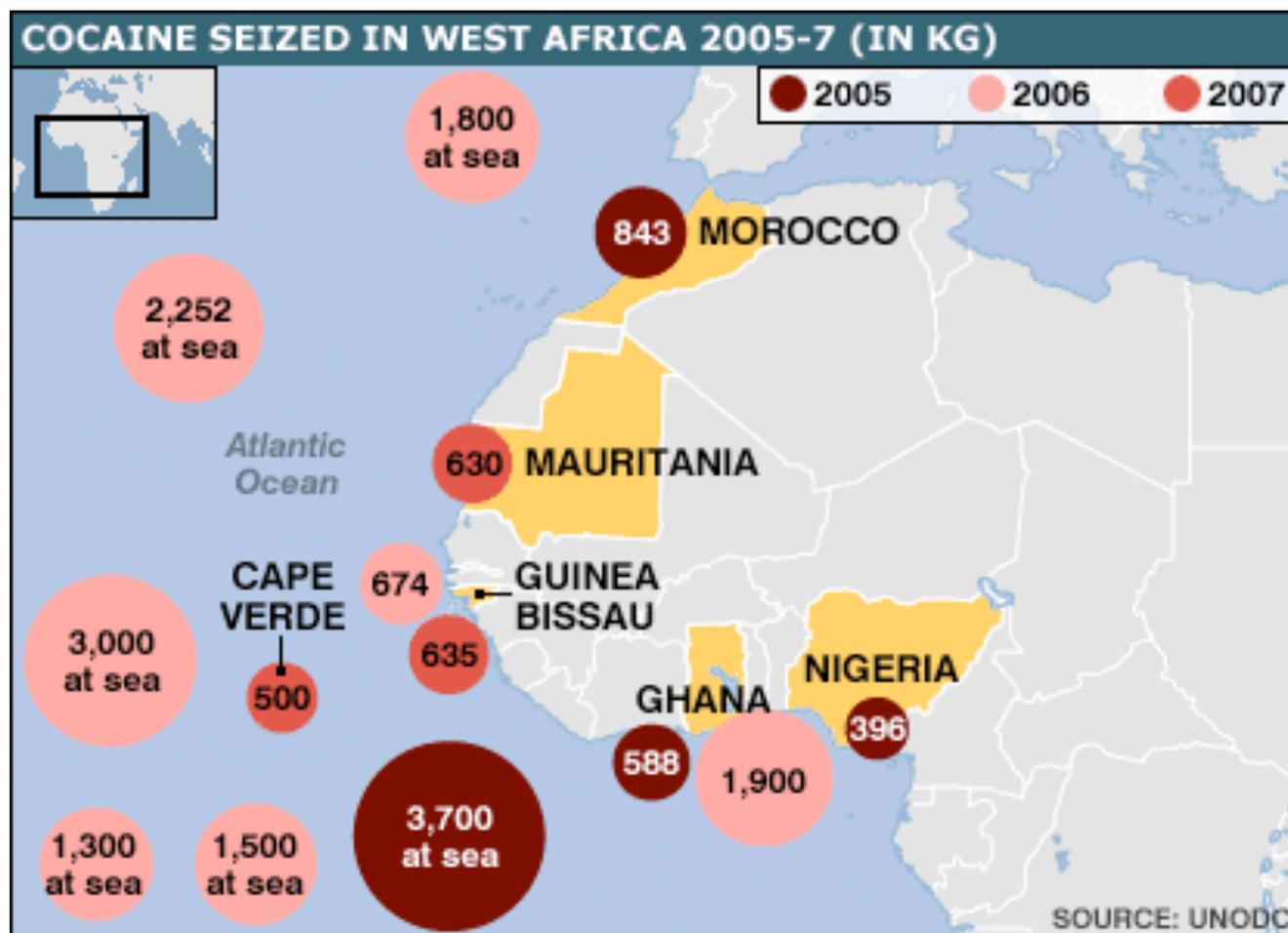
Les trois axes du PRNR étaient les suivants⁴² :

- Le PDRRI dont l'objectif était que les effectifs de l'Armée ou des Forces de Sécurité et des miliciens participant au conflit armé de 1998-1999, reprennent le statut civil.
- Le PRAI (Programme de Régularisation des « Retards » Internes) qui a donné la priorité aux paiements en suspens du Trésor Public dont l'objectif était de réduire progressivement la dette, de rééquilibrer les

finances et de stimuler la croissance économique.

- Programme de réformes fiscales et financières pour améliorer la gestion de la dépense publique et promouvoir la privatisation.

Il faut y mettre l'accent sur un facteur sociologique clé ce qui rend particulièrement difficile – sinon presque impossible – le bon déroulement des différents programmes de DDR dans le pays : L'armée est souvent le dernier rempart contre la pauvreté, c'est-à-dire joue également un rôle « socio-économique ». Les (ex-)combattants issus de la capitale ou des zones frontalières préfèrent réinté-



⁴² Pedro Correia, op. cit., p. 27.

CERPESC ANALYSES

grer à l'armée de la vie civile qui leur offre la pauvreté (80% de la population vive de 1 dollar par jour) et peu de chances de prendre soin de leur famille⁴³. Dans les zones rurales, la situation est un peu plus avantageuse, car les alternatives de moyens de subsistance sont plus variées. Il faut y ajouter qu'avant le conflit, les dépenses militaires ont été couvertes par 14,6% du budget de l'Etat et en 2000 ce taux est passé à 26,6% (!)⁴⁴. C'est-à-dire le programme international a contribué indirectement à l'augmentation du budget militaire en se chargeant de plus par le recensement des ex-combattants. Nous doutons l'effet « pacificateur » de ce geste.

La particularité du DDR en Guinée-Bissau consiste en son ouverture à l'ensemble des ex-combattants notamment ceux qui ont participé à la guerre de libération dans les années 1970 ce qui a porté leur nombre potentiel à 20.635 personnes dont 15% de femmes. (La base de donnée établie s'avérait particulièrement utile surtout à la poursuite du déplacement des migrants et aux enquêtes criminelles.)

Les résultats très mitigés et presque catastrophiques pratiquent un effet particulièrement négatif à la poursuite des réformes structurelles, notamment de la RSS et qui aurait dû particulièrement pris en compte⁴⁵ :

1. En principe, le nombre des candidats touchés par la décision du gouvernement était 20.635 personnes. Seulement la moitié, 11.300 personnes se sont inscrites et seuls 7186 ont été admis. (Il faut y ajouter 2 fac-

teurs limitants : premièrement c'est le choix du militant qu'il pose sa candidature ou non à la réintégration. Deuxièmement un bon nombre de la candidature est refusé.)

2. Entre juillet et août 2002, pendant la phase fondamentale du programme, un effectif de 3358 hommes (plus 571 personnes au cours de la phase expérimentale) ont été démobilisés ce qui donne un total de 3929 personnes contre les 4392 initialement prévues.
3. Entre 2004-2005 un certain nombre des démobilisés sont retournés dans l'armée même si la clôture du programme a été le 31 décembre 2005⁴⁶. La réintégration a limité le retour des ex-combattants, en revanche, parmi les non réitérés le taux de retour restait plutôt élevé, surtout dans la région de Bissau.

Donc, il s'agit d'un troisième programme de DDR avec des résultats assez réduits déjà à la fin du programme (3929 sur 20.635 personnes) dont la plupart se réintègre quelque temps après. Le Programme ne s'insérait pas dans une stratégie de restructuration plus profonde des Forces Armées et de la lutte contre la pauvreté. Les volets démobilisation et réinsertion doivent impérativement être accompagné par un volet de réintégration pour l'efficacité : Les ex-combattants du dernier conflit, considérés comme non vulnérables n'ont pas bénéficié de la réintégration, parmi eux le taux de retour dans l'armée restait élevé.

Il est bien noté que l'objectif de ce programme était la récompense des « retraités ». On va voir, des programmes récents fixent le même objectif

⁴³ DDR, *Post-conflit et Développement en Afrique de l'Ouest*, Réunion du Groupe régional de travail organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE en partenariat avec la CEDEAO, Paria (Cap Vert), de 28 février au 1er mars 2007, Tome 1 – Rapport de synthèse, p. 25.

⁴⁴ Cependant les recettes de la Santé et de l'Education publique ont été réduit de 13 à 6,9% et de 16% à 11,6% entre 1997 et 2000.

⁴⁵ Pedro Correia, *op. cit.*, pp. 27-30.

⁴⁶ « D'un point de vue statistique, il fait observer à quel point la répartition des retours dans l'armée et du chômage n'est pas uniforme dans toutes les zones du pays. Presque totalement absent à Buba et à Bissora, le phénomène se concentre surtout à Bissau et à l'intérieur de la zone de Bafata et de Gabu, dans les Régions frontalières du pays. », Pedro Correia, *op. cit.*, p. 28.

CERPESC ANALYSES

issu de l'échec des précédents et l'on risque de cibler plusieurs fois les mêmes personnes qui ont déjà bénéficié des programmes antérieurs. De plus, la plupart des ex-combattants « démobilisés » réintègrent à l'armée et profitent de la contrebande. (Faut-il vraiment continuer ces programmes au lieu de subventionner la population ou bien mettre en place un système efficace de contrôle?)

Depuis lors, l'attention a été tournée vers la réduction de l'effectif de l'armée en place - réduction de 10 544 éléments - et parallèlement, vers la démobilisation des milices et des groupes paramilitaires - au total 2, 051 - lesquels ont été réduits des deux côtés en conflit⁴⁷.

II.2 Une RSS prématurée et mal organisée ?

Après une troisième phase de DDR avec un résultat mitigé ou plutôt dérouter, présenté ci-dessus, il est assez douteux qu'il est vraiment le temps d'aboutir parallèlement des autres réformes et la RSS. Certains affirment que les deux processus se développent difficilement et la RSS ne peut pas se baser sur une DDR inachevée. Les programmes de la RSS de Guinée-Bissau se concentrent sur le niveau national, sans prêter attention au contexte régional ce qui a été pris en compte au cours de la dernière DDR.

Si pour le moment, il n'y a pas de grand risque d'instabilité régionale susceptible d'influer sur le processus de RSS, la Guinée-Bissau a maintenu des liens avec le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) du Sénégal, dont une partie des troupes a rejoint l'armée de la Guinée-Bissau.

Les donateurs sont maintes fois engagés dans la RSS et la DDR simultanément, mêlant souvent les

deux ensemble, et pire, dérouter même les deux. Le différent et distinct rythme des deux processus n'est pas rendu compte. Par exemple, les soldats démobilisés ayant pris part aux programmes de DDR ont été utilisés pour établir une nouvelle force de police dans le cadre du processus RSS, sans prendre en compte le simple fait qu'un soldat n'est pas un policier et que, dans une situation politique instable, « transformer » un soldat ou un milicien en policier peut créer plusieurs problèmes. Pourtant, la communauté internationale a répété cette erreur à plusieurs reprises et rien n'a empêché le gouvernement bissau-guinéen à lancer un quatrième DDR.

Effectivement, les bailleurs de fonds ne disposent pas de connaissances suffisantes donc le risque d'élaborer des politiques déconnectées des réalités du terrain est considérable. Chaque donateur apporte avec lui sa propre interprétation de la réforme, ce qui rend difficile la coopération sur le terrain. 50 experts de la RSS ont été invités sur le terrain et si plusieurs donateurs guidés par des priorités différentes s'engagent de manière non coordonnée, la RSS est vouée à l'échec⁴⁸.

En général, la RSS est menée dans des pays fragiles, au lendemain des conflits, alors que l'État est encore incapable d'assumer ses fonctions principales, ne dispose pas de capacités techniques suffisantes et n'a souvent que peu de légitimité politique. Dans le cas de la Guinée-Bissau, la légitimité n'est pas remise en cause, mais il existe un cruel manque de capacités et à cet égard, la Guinée-Bissau est un État fragile qui n'est pas en mesure d'assurer le contrôle de son territoire, qui ne possède pas des forces armées efficaces et opérationnelles et dans lequel la police ne peut remplir ses fonctions de base⁴⁹.

⁴⁷ « Aperçu General: Processus de DDR en Afrique », ONU/OSAA, Deuxième Conférence Internationale sur le DDR et la Stabilité en Afrique Kinshasa, République Démocratique du Congo », 12-14 Juin 2007, pp. 21-22., <http://www.un.org/africa/osaa/speeches/overview%20french.pdf>

⁴⁸ Security Sector Reform (SSR) in Guinea-Bissau, Africa Briefing Report, Egmont Palace, Brussels – 28 January 2008, Observatoire de l'Afrique, Février 2008, pp. 2-6.

⁴⁹ *Idem, ibidem*

CERPESC ANALYSES

En quoi consiste la RSS et quelles sont les circonstances qui rendent difficile la mise en place? Même la réforme du secteur de sécurité (RSS) en Guinée-Bissau n'est pas une idée innovatrice récente dans l'histoire du pays et avec un peu de scepticisme et d'ironie, on pourrait affirmer que les Bissau-guinéens sont dans un « état de réforme permanente ».

Après trois tentatives de réforme de l'armée non abouties dans les années 70, 80, et 90, pendant lesquelles les indemnités n'étaient pas jugées suffisamment incitatives pour la démobilisation, surtout pour des « anciens combattants », la RSS actuelle en Guinée-Bissau remonte en novembre 2006 lorsque le gouvernement de la Guinée-Bissau a présenté une stratégie nationale de sécurité (SNS/NSS)⁵⁰. Un plan d'action doté d'un budget de 184 millions de dollars a été adopté pour la période 2007-2009 suivi par un second plan pour la période 2009-2011.

L'un des contributeurs le plus important est l'Union européenne et un nouveau cadre institutionnel a été établi: placé **sous la responsabilité du Premier ministre** et composé d'un comité interministériel, d'un comité de pilotage, d'un comité de coordination technique et d'un bureau chargé de l'exécution, de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie nationale⁵¹. De cet aspect, il sera clair pourquoi la **rivalité entre le président et le Premier ministre** présenté plus tard est un facteur non négligeable du processus de réforme.

La SNS a été présentée pour la première fois lors d'une conférence des donateurs à Genève en no-

vembre 2006. Deux comités ont été chargés par la mise en œuvre⁵² :

- 1, Le Comité de direction avec les ministres du gouvernement et les ambassadeurs internationaux
- 2, **Le Comité technique** avec la participation des groupes de travaux composés par les experts internationaux et locaux

Les deux Comités élaborent la réforme qui se base sur les principes suivants⁵³ :

- la réduction et la restructuration des forces armées
- la récompense pour les vétérans militaires
- assurer la sécurité sub-régionale par la consolidation du secteur de défense
- la mise en place des capacités du système judiciaire,
- la mobilisation nationale des ressources pour l'investissement accru dans le secteur de sécurité
- la garantie que la société civile soit également incluse à la mise en place de la SNS

Dans ce contexte, le Secrétariat général du Conseil et la Commission européenne ont effectué conjointement, en mai 2007, une première mission d'information en Guinée-Bissau.

En septembre 2007, un plan d'action pour la restructuration et la modernisation des secteurs de la sécurité et de la défense a été présenté par le gouvernement de la Guinée-Bissau et le cadre institutionnel pour la mise en œuvre de ce plan d'action a été fixé. Avec l'aide de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le gouvernement a également annoncé, un plan d'urgence en matière de lutte contre le tra-

⁵⁰ « Une armée très »politisée» et difficile à réformer », *Jeune Afrique*, 26/11/2008,

<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP2008>

1126T100139Z/-armee-Guinee%20Bissau-Une-armee-tres--politisee--et-difficile-a-reformer--.html

⁵¹ Security Sector Reform (SSR) in Guinea-Bissau, op. cit., p. 5.

⁵² Daniel Fiott, « European Union Security Sector Reform Missions: The Case of Guinea-Bissau », *European Security Review*, ISIS, Number 38, May 2008, p. 2.

⁵³ Giji Gya, with Daniel Fiott and Liisa Vainio, « European Responsibility to rebuild - Guinea-Bissau» ISIS Briefing Note 2008:1,

CERPESC ANALYSES

fic de stupéfiants, afin de lutter contre la menace croissante des réseaux criminels organisés dans ce pays⁵⁴.

Quel est le résultat de la réforme avant le déploiement de l'UE ? Comment est l'intention et l'engagement des Bissau-guinées pour le changement ? Sont-ils univoques ou bien plutôt les clivages internes rendent difficile la mise en oeuvre ? Et finalement dans quels domaines sont-ils incapables faire des progrès, en demandant l'aide internationale, notamment l'établissement d'une mission de l'UE ?

L'atmosphère de la politique intérieure bissau-guinéenne, notamment **les relations entre le président et l'Assemblée étaient très tendues, peu favorables aux réformes**. Le rôle de l'Assemblée a du le président qui a lancé les réformes. Le conflit entre le Premier ministre et le président a abouti à la déposition de Carlos Gomes Junior par Vieira le 28 octobre 2006. Plusieurs conflits personnels pareils facilitent la coopération des « institutions démocratiques » : Gomes Junior était le prête-nom de Vieira jusqu'à sa chute en 1999, puis il s'est approprié les biens de l'ex/nouveau président et refusait de les lui rendre.

Junior s'est réfugié au bureau de l'UNOGBIS et c'est le Représentant spécial des Nations unies, Shola Omoregie, qui a joué le rôle de médiateur entre Vieira et Junior. De plus, le président « démocratique » a commandé l'assassinat des anciens membres de la junte qui l'ont déposé en 1999⁵⁵. Ceux qui affirment que le climat est davantage pour les réformes démocratiques approfondies ont vraisemblablement tort...

À la surprise générale, en 2007 l'Assemblée nationale est devenue un facteur quasi décisif et a

réussi à s'imposer dans le jeu politique grâce à un pacte de stabilité politique : « *Les parlementaires formèrent une coalition majoritaire et signèrent un pacte de stabilité politique qui leur a permis d'imposer le départ du Premier ministre [qui sera chargé par la responsabilité de la RSS] nommé par Vieira après le limogeage de Carlos Gomes Junior. Un nouveau Premier ministre, Martinho Ndafo Cabi, et un gouvernement de consensus furent mis en place et travaillent activement à reconquérir la confiance des bailleurs de fonds et à matérialiser les projets de réformes élaborés en partenariat avec eux.* » Le pays semblait être engagé dans un nouvel élan, bien que les militaires aient gardé leur influence et l'on va voir comment la crise n'est pas restée loin⁵⁶.

Après avoir présenté l'entourage « inquiétant » des réformes, leur contenu va être présenté. Le Gouvernement bissau-guinéen a défini les principales priorités suivantes pour la consolidation de la paix dans le pays⁵⁷ :

- a) *Élections et appui institutionnel à la Commission électorale ;*
- b) *Mesures visant à faire démarrer l'économie et à remettre en état l'infrastructure, en particulier dans le secteur de l'énergie ;*
- c) *Réforme du secteur de la sécurité et de la défense ;*
- d) *Renforcement du secteur de la justice, consolidation de l'état de droit et lutte contre le trafic de drogues ;*
- e) *Réforme de l'administration publique ;*
- f) *Aspects sociaux essentiels à la consolidation de la paix.*

Dans un premier temps, l'objectif est le recensement de l'armée, de la police et du secteur judiciaire. Le recensement de l'armée est déjà plus ou moins effectué. Pour remonter le moral des

⁵⁴ Action Commune 2008/112/PESC du Conseil du 12 février 2008 relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS GUINÉE-BISSAU), p. 1.

⁵⁵ Guinée-Bissau : besoin d'Etat, op. cit., pp. 17-18.

⁵⁶ Guinée-Bissau : besoin d'Etat, op. cit., pp. 18-19.

⁵⁷ Guinée Bissau, Représentation permanente de la France auprès de l'ONU, <http://www.franceonu.org/spip.php?article4081>

CERPESC ANALYSES

membres des forces de police et de l'armée – enclins à faire grève pour des questions de salaires et de conditions de travail - au printemps 2009, l'UNOGBIS réhabilitait des prisons civiles et des casernes. La démobilisation et le redéploiement des vétérans, ainsi que le remaniement du système de sécurité sociale pour les soldats et les officiers de police sont également prévus. Le système judiciaire ne répond pas à l'exigence de séparation des pouvoirs et il manque, entre autres choses, de capacités et d'une réelle autonomie financière⁵⁸. Un article publié en mai 2009 affirmait que selon l'UNOGBIS, il manque au gouvernement une bonne partie des 183 millions de dollars initialement budgétés pour la mise en œuvre de ces réformes nécessaires⁵⁹.

En ce qui concerne le volet militaire des réformes, notamment la capacité active de la FARP (Force armée de la Guinée-Bissau) les chiffres retrouvés sont très différents entre 4000 et 9200 personnes⁶⁰. (Le nombre des réservistes n'est pas connu). Selon l'estimation qui nous semble la plus fiable, l'armée compte actuellement 4485 membres inscrits, (soit un ratio de 3,4 militaires par 1000 habitants, le taux le plus élevé d'Afrique de l'Ouest, sur une population de quelque 1,6 million d'habitants⁶¹) dont un grand nombre (plus de 40%) de généraux. Il faut y ajouter que la Guinée-Bissau a plus de généraux que le Nigeria (135,78 millions d'habitants en 2007).

Le décalage énorme s'explique en partie par le fait

que la hiérarchie militaire a l'intérêt à gonfler les chiffres pour faire monter les enchères sur le coût de la réforme et donc le montant de l'aide financière qui lui sera associée, tout en conservant l'image de l'armée comme étant un corps numériquement important et puissant. L'objectif fixé par la réforme est... de 2500 personnes⁶².

Les chiffres retrouvés concernant les dépenses militaires ne sont pas moins flottants : de 3,1% (9,1 millions USD) à 30% du PIB. À cause de la longue guerre d'indépendance des militaires, les « combattants de la liberté » réclament leur parcelle d'autorité, et ont du mal à avoir les coudées franches⁶³. Les militaires sont trop peu formés, ne disposent d'aucune ressource et sont peu enclins à l'innovation⁶⁴. Selon un rapport publié dernièrement par Reuters, seuls six membres de l'armée ont moins de 20 ans⁶⁵.

Le nombre des *Agentas* est de 400 personnes. Lorsqu'il avait été chassé du pouvoir, le 28 décembre 1999, Nino Vieira, dans son exil au Portugal n'avait été suivi que par ses hommes de confiance : 400 « *Agentas* » ou « *Sauveurs* ». Ils ne sont pas des militaires de formation. Quand Vieira revient au pouvoir en 2005, il intègre ses *Agentas* dans l'armée : Les « *Sauveurs* » sont devenus éléments de la garde présidentielle, dans l'armée, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, pour leur garantir une certaine autonomie vis-à-vis du commandement militaire dirigé par le général Tagmé Na Wai⁶⁶.

⁵⁸ *Security Sector Reform (SSR) in Guinea-Bissau*, Africa Briefing Report, Egmont Palace, Brussels – 28 January 2008, Observatoire de l'Afrique, Février 2008 p. 5.

⁵⁹ « GUINÉE-BISSAU: La réforme militaire, plus importante que jamais », *IRIN*, 09/03/2009, <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=83382>

⁶⁰ Les équipements de l'armée sont : FN FAL, RPG-7, AK-47, fusil Vz. 52, chars T-34, chars T-55, Strela-2 MANPADS, ZPU-4, char PT-76 (20), BTR-152, ZSU-23-4 (16), BTR-60 (35), ZU-23-2 (16), 57 mm AZP S-60 (10); Aérospatiale SA 319 Alouette III (1), Cessna 337 Skymaster (1), Dassault Falcon 20 (1), Dornier Do 27 (1), Mil Mi-8 Hip (1)

⁶¹ La moyenne régionale est de 1,23 soldat pour 1.000.

⁶² « GUINÉE-BISSAU: Soutenir la réforme du secteur de la sécurité », *IRIN*, 29 août 2008 (IRIN), <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=80080>

⁶³ Justin Mendy : « Guinée-Bissau : 'Nino' Vieira - qui était l'homme ? », 20/03/2009, <http://fr.allafrica.com/stories/200903200728.html>

⁶⁴ « GUINÉE-BISSAU: La réforme militaire, plus importante que jamais », op. cit.

⁶⁵ « GUINÉE-BISSAU: Soutenir la réforme du secteur de la sécurité », op. cit.

⁶⁶ Cheikh Mbacké GUISSÉ, « Pourquoi Vieira a été égorgé sous les yeux de son épouse », pp. 2-3. http://www.lasquotidien.info/IMG/article_PDF/article_1083.pdf

CERPESC ANALYSES

Il est difficile d'admettre la réforme de l'armée dans un pays où le pouvoir décisionnel appartient véritablement aux forces militaires et l'armée ne veut pas vouloir céder le pouvoir. L'armée est scindée en plusieurs factions, chacune alignée derrière des dirigeants politiques, et prête à aller jusqu'au bout pour protéger ses intérêts. Ainsi la logique bureaucratique s'avérait peu pour résoudre un problème politique.

De plus, l'armée est confrontée à des clivages ethniques, l'ethnie *balante*, l'une des plus importantes du pays, est surreprésentée dans l'élite. Un bon nombre des militaires ne sont pas intéressés dans le processus de démantèlement parce qu'ils sont impliqués dans le trafic de cocaïne et la retraite les empêcherait de continuer à faire des bénéfices liés au trafic⁶⁷. (Le parti de Vieira, serait particulièrement mouillé dans le trafic de cocaïne.)

L'État bissau-guinéen n'a aucune capacité logistique pour contrôler son territoire, notamment ses quelques 90 îles côtières et certains militaires facilitent les opérations des trafiquants. Ceux-ci disposent d'un soutien logistique local à travers les hommes de l'armée de terre et de la marine, selon le point de transit. « *Les militaires de l'armée de terre ont été vus plusieurs fois en train de décharger des paquets de drogue des avions clandestins sur des pistes d'atterrissage précaires à l'intérieur du pays, et la marine est largement impliquée dans le passage des trafiquants et de leurs marchandises dans les îles Bijagos*⁶⁸. »

Il faut encore une fois mettre l'accent sur le fait qu'en Guinée-Bissau, effectivement, il n'y a presque pas de distinction entre **le pouvoir politique et la puissance militaire. Il y a une fu-**

sion complète des deux notions, car celui qui contrôle l'armée, contrôle le pays.

Par conséquent, lorsqu'ils s'engagent dans les processus DDR et RSS les donateurs ne sont pas en mesure d'offrir aux soldats une source alternative de pouvoir qu'elle qu'en soit économique ou politique. Il doit être pris en compte du fait qu'une simple réduction des forces militaires est insuffisante sinon dangereuse⁶⁹.

Quant à la **police**, ses forces sont mal équipées (même ils n'avaient pas de menottes), ne possèdent pas de compétences bien définies et sont rarement en mesure de remplir leurs fonctions du fait de l'omniprésence des forces armées⁷⁰. La police de Gabu dispose d'une moto pour 87 agents et avait aucune formation officielle depuis 1996. Il s'agit d'une situation catastrophique – même dans les circonstances africaines.

Le chef de la mission de l'UE a bien dit dans une interview : « *Les services d'immigration, par exemple, n'ont qu'un seul véhicule, ils font tout à pied. Quand j'ai été au Congo, au Guatemala — qui ne sont pas des pays riches —, je n'avais pas connu cela. Ce n'est pas une réforme seulement dont on a besoin... Il faut tout rebâtir de zéro !* »⁷¹

Une série des petites histoires racontées par l'*International Crisis Group* décrit l'état tragicomique de la police bissau-guinéenne, même si le cas est souvent pareil en Afrique, surtout dans les zones de conflits : La police, faute de voiture ou d'essence, est incapable de poursuivre des trafiquants en 4x4 et doit réquisitionner des taxis. Pendant les enquêtes, plusieurs kg de cocaïne réquisitionnés disparaissent du stock de la police par les réseaux

⁶⁷ « GUINÉE-BISSAU: Soutenir la réforme du secteur de la sécurité », op. cit.

⁶⁸ Guinée-Bissau : besoin d'Etat, op. cit., p. 22.

⁶⁹ *Security Sector Reform (SSR) in Guinea-Bissau*, op. cit., p. 4

⁷⁰ *Idem, ibidem*

⁷¹ Mission Guinée-Bissau: « rebâtir de zéro » (Gén. Verástegui) entretien fait par Nicolas Gros-Verheyde 20/05/2008, <http://bruxelles2.over-blog.com/article-22757901.html>

CERPESC ANALYSES

de contrebande des différentes unités de police ou parfois par l'armée...⁷²

Dans la réforme du secteur de la police, des défis structurels sont confrontés, avec neuf différents corps de police travaillant pour cinq ministres différents⁷³. Le pays se compose de 37 sections de police avec 3500 personnes⁷⁴ :

1) Les quelques 100 agents de la police judiciaire (**Polícia Judiciária, PJ**), relevant du ministère de la Justice, ont la première responsabilité d'enquêter sur le trafic de drogue, le terrorisme et la criminalité transnationaux.

2) Les 1300 membres de la police de l'ordre public (**Polícia de Ordem Pública, POP**), relevant du ministère de l'Intérieur, sont chargés des patrouilles de la prévention, du contrôle « conventionnel » de l'Etat de droit et de l'ordre.

3) La Force/Police de réaction rapide (**Força Intervenção Rápida, PIR**), appelée souvent les « *Angolais* » (ils ont été formés en Angola), est liée à la POP. Son chef est Lucinda Aukarie.

4) Service de renseignement de l'Etat

5) La garde-frontière

6) La police maritime

7-9) (etc.)

Selon la constitution, les forces armées sont responsables de la sécurité extérieure et peuvent être appelées à aider la police en cas d'urgence intérieure. Cependant, les forces armées interviennent régulièrement aux enquêtes sur les stupéfiants menées par la police judiciaire. Par exemple en juillet 2008 à l'aéroport de Bissau un avion a été soupçonné de transporter des stupéfiants et des membres des forces armées ont falsifié des preuves et ont interféré avec l'enquête⁷⁵.

Dans la réforme du secteur de la police, plusieurs défis structurels sont à relever, neuf corps de police différents travaillant pour cinq ministres distincts. Cette structure a été réduite selon le modèle portugais à quatre corps de police liés à deux ministères⁷⁶ :

- Police de l'ordre public (Ministère de l'Intérieur)

- Garde Nationale Guinéenne (Ministère de l'Intérieur)

- Service d'Information d'État (Ministère de l'Intérieur)

- Police judiciaire (Ministère de la Justice)

Un groupe de travail composé de représentants du Ministère de l'Intérieur, des Gardes-frontières, du Service d'incendie, des gardes-frontières, des conseillers de la mission européenne et des membres de la Coopération Bilatérale Portugaise, a été constitué pour accomplir ces tâches. Des réunions quotidiennes ont été organisées et plusieurs projets ont été élaborés ou étaient en voie d'achèvement :

- Rédaction des Lois organiques du Ministère de l'Intérieur, de la Police de l'ordre public (POP), et de la Garde nationale guinéenne (GNG) ;

- Rédaction des statuts du personnel de la POP (y compris les règles de recrutement), et du personnel de la GNG (y compris les règles de recrutement) ;

- Rédaction d'une ébauche de projet lié à la participation des Forces armées de maintien de l'ordre ;

- Élaboration du concept de la formation du personnel ;

- Élaboration du concept de l'emploi des forces, des Règles de discipline pour le personnel des Diagrammes de flux et du Déploiement des ressources humaines (POP et GNG)

⁷² Guinée-Bissau : besoin d'Etat, *op. cit.*, p. 23.

⁷³ Mission Guinée-Bissau: « rebâtir de zéro », *op. cit.*

⁷⁴ 2008 Human Rights Report: Guinea-Bissau, US Department of State, <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2008/af/index.htm>

⁷⁵ *Idem, ibidem*

⁷⁶ EU SSR GB NEWSLETTER – 2, European Union Mission for the Security Sector Reform in Guinea-Bissau, September 2009, pp. 1-2., <http://www.consilium.europa.eu/showPage.aspx?id=1737&lang=fr>

CERPESC ANALYSES

Le nombre de policiers restera identique. La gendarmerie sera créée de toutes pièces, en rassemblant d'autres corps déjà existants (frontières, immigration...), sur le modèle de la « *Guardia nacional* » portugaise⁷⁷.

Le processus de réforme est aggravé par plusieurs effets négatifs. Les forces de polices luttent entre eux font des attentats et elles sont derrière des différents ministères et groupes politiques. En gros, les différents groupes de police chassent l'un à l'autre. Le désarmement de l'un ou l'autre unité résulte des vengeances comme c'était le cas en avril 2008, au moment où la force de réaction rapide (PIR) était désormais désarmée issue d'un ordre gouvernemental. La PJ a profité de la situation et la vengeance était la cause de l'exécution de plusieurs membres de la PIR. Les incidents se sont produits même quelques heures avant l'arrivée de la mission de l'Union européenne à réformer les forces de sécurité...⁷⁸.

La police judiciaire a commencé une grève de 6 semaines après le meurtre de leur collègue. Les forces publiques ont une image d'incrédibilité dans la population en raison de la corruption et d'abus de pouvoir. La police est inefficace, mal et irrégulièrement payée, et corrompue⁷⁹. Nous doutons que d'une « simple » mission « intellectuelle » est vraiment capable de maîtriser une telle situation faute d'un mandat strictement limité.

Les programmes de formation de la police sont très vastes surtout dans le monde lusophone sur des bases bilatérales. Le Portugal a initié la formation

de 6 mois de 300 policiers de l'ordre public (POP) de Guinée-Bissau, dans le cadre de la coopération technique policière entre les deux pays. Ils reçoivent une formation en trois secteurs comme le Droit, le Code de la Route et l'Intervention⁸⁰. L'Angola, le Cap-Vert, le Brésil se charge aussi par la formation des Bissau-guinéens donc la formation de la police est assez hétérogène⁸¹.

S'agit-il d'une réforme « sincère », crédible d'un président démocrate ou bien d'une manoeuvre habile masquée sous la forme d'une réforme pour renforcer le président isolé ? Il est évident, Vieira a lancé une réforme dont l'élément clé est la *réduction* de l'armée, d'une armée qui est dominée par les adversaires du président. (La question soulève, est-ce que la réduction des effectifs est un choix rationnel dans une telle situation dans laquelle l'armée et la police sont incapables de maîtriser le contrôle de trafics illégaux faute entre tous de carence des effectifs, même si les militaires mal ou non payés coopèrent souvent avec les mafias.) Une réforme pilotée par un démocrate qui menace son chef d'Etat des armées par le massacrer (et vice-versa) et puis il le fait exploser par sa garde présidentielle, *les Aguentas* (ses militaires fidèles) ?

La crédibilité de la réforme concernant le secteur de sécurité nous semble fortement ambiguë sachant que la situation intérieure est fortement détériorée par les clivages entre président et chef d'Etat des armées. Anciens adversaires, il faut savoir que le chef d'Etat-major des forces armées, le général Tagmé Na Wai faisait partie des militaires qui

⁷⁷ Mission Guinée-Bissau: « rebâtir de zéro », op. cit.

⁷⁸ Orlando Castro, « Polícia de Intervenção Rápida da Guiné mostra bem o que aprendeu em Angola », <http://opinio-lusofona.blogspot.com/2008/04/polcia-de-interveno-rpida-da-guin.html>, Segunda-feira, 14 de Abril de 2008, et un cas contraire : « Execução de agente da PJ por polícias (PIR) mostra anarquia total » (L'exécution de l'agent de PJ par la police (PIR) montre l'anarchie totale), <http://www.noticiaslusofonas.com/view.php?load=arview&article=20887&catogory=Brasil>, 13/04/2008.

⁷⁹ 2008 Human Rights Report: Guinea-Bissau, op. cit.

⁸⁰ « 300 policiers seront formés par le Portugal », *SousleManguier*, 08/01/2009, <http://www.souslemanguier.com/nouvelles/viewarticle.asp?idnews=18054>

⁸¹ Mission Guinée-Bissau: « rebâtir de zéro », op. cit.

CERPESC ANALYSES

avaient participé avec la conduite d'Ansumane Mané, (ancien Chef d'Etat major des forces armées, suspendu de sa fonction en 1998), au coup d'État du 28 décembre 1999 qui a renversé Vieira.

Quand Vieira est revenu, pour participer aux élections en 2005, il a été soutenu par le Sénégal et par les « *Aguntas* ». Il a remporté au deuxième tour l'élection présidentielle le 24 juillet 2005. Le 31 octobre 2005, Vieira a annoncé la dissolution du gouvernement dirigé par son Premier ministre rival Carlos Gomes Júnior, mais il n'avait aucune prise sur le chef d'Etat-major des armées Tagmé Na Wai (installé en 2004 par les militaires eux-mêmes). Après 2 années relativement « calmes » les relations ont été fortement détériorées entre le président et le général Tagmé. En automne, lors plusieurs tentatives d'attaque contre Vieira et Tagmé les deux responsables se sont accués⁸².

Le 4 janvier 2009, le chef d'État-major des forces armées, le général Tagmé Na Wai a été visé par des coups de feu - sans le toucher - vraisemblablement tirés par des « *Aguntas* ». La garde avait expliqué qu'il s'agissait d'un accident et démenti une tentative d'assassinat, mais l'armée avait ordonné le démantèlement de la milice ce qui était inacceptable pour le président qui pique une colère noire et menace d'en finir avec le CEMGA (Chef d'État-Major Général des Armées / Sénégal).

Le 1er mars, 8 heures du matin, le Président Vieira a convoqué son CEMGA dans sa résidence. Au même moment, des « *Aguntas* » ouvrent la porte du bureau du CEMGA et minent la première marche des escaliers. Revenu dans son local vers 20 heures, le CEMGA ouvre la porte de son bureau, entre, pose un pied sur la marche et s'explode. Dans

un premier temps, les militaires croyaient à un accident. Ils se rendent chez le Premier ministre pour lui demander des explications.

Ce dernier leur indique qu'il n'a « rien compris » de ce qui était arrivé. Seulement, ils lui révèlent que le CEMGA avait été convoqué dans la matinée par le chef d'Etat. Pour les militaires, le Président a prétexté une discussion pour faire sortir Tagmé de l'État-major, afin que ses proches « minent » son bureau. Le 2 mars 2009, le président Joao Bernardo Vieira est assassiné par des hommes en armes. En bref, il s'agit d'un « règlement de comptes » entre deux camps : ceux qui sont favorables au défunt chef d'État-major des armées et les « *Aguntas* » de Vieira⁸³.

La question soulève, en quelle mesure la RSS était un jouet (ou bien une arme) dans la main du président assassiné dans ce duel. Faudrait-il vraiment que l'UE s'implique dans une telle situation à côté d'un président « politiquement correcte »? Mais comment l'Union européenne est arrivée à s'impliquer ?

Après l'assassinat du président Vieira, Raimundo Pereira, président par intérim, qui a prêté serment le 2 mars, a accepté de poursuivre la RSS. Mais sa capacité à prendre des décisions était limitée avant les élections. Paradoxalement le double meurtre pouvait accélérer le processus de restructuration du secteur de la sécurité, en faisant intervenir de nouveaux interlocuteurs qui voudront faciliter la réforme.

⁸² 23 novembre 2008 : L'attaque à l'arme lourde contre la résidence du président bissau-guinéen. Le cerveau de la mutinerie était (cette fois) le neveu de Kumba Yala (président de Guinée-Bissau entre 2000-2003), le sergent Alexandre Ntchama Yala (arrêté en Gambie en décembre 2008).

⁸³ Selon *Le Figaro*, les attentats contre le général et contre le président Vieira auraient probablement été perpétrés par les trafiquants colombiens, peut-être en représailles contre la destitution en août 2008 du contre-amiral Bubu Na Tchuto chef de la marine nationale soupçonné de couvrir le trafic. Source : Thierry Oberlé, « À Bissau, le naufrage de narco-État Guinéen », *Le Figaro*, 17/03/2009, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/03/17/01003-20090317ARTFIG00041--bissau-le-naufrage-du-narco-etat-guineen-.php>

III. L'Union européenne et la Guinée-Bissau

III.1. Les MOE de l'Union européenne (2005-2009)

La communauté internationale et notamment l'Union européenne s'engagent massivement en Guinée-Bissau qui a déjà bénéficié de plusieurs programmes de RSS au titre des 8ème et 9ème FED, et recevra des fonds aux mêmes fins dans le cadre du 10ème FED⁸⁴.

- L'aide de développement par la dotation du 9ème FED s'élève à 92,3 M€ et porte essentiellement sur les infrastructures et l'appui à l'Etat de droit. Sous le 9e FED, l'aide s'est concentré sur plusieurs programmes de réforme de la justice, sur l'assistance technique et sur la formation des magistrats.

- La Commission a proposé une dotation du 10ème FED de 138 M€. Les secteurs de concentration seront l'eau et l'énergie, ainsi que la prévention des conflits. Sous le 10ème FED, l'UE prévoit une enveloppe de 27 millions d'euros, alloués prioritairement à la prévention des conflits, qui couvrira notamment des programmes liés au système judiciaire et à l'administration publique⁸⁵.

L'UE verse également 7,5 M€ par an au titre de l'accord de pêche, renégocié en 2007, qui représente la première recette budgétaire du pays. Le littoral du pays est très riche en poissons, attire les pêcheurs de l'Union européenne qui viennent pêcher chaque année 500 milles de tonnes de poisson, versant en échange à la Guinée-Bissau environ 7 500 000 €.

Entre la période 2005-2009, l'Union européenne a mené trois missions d'observation des élections (MOE) en 2005, 2008 et 2009. Les missions se sont composées d'une vingtaine de personnes, et tous les trois ont été dirigés par l'eurodéputé belge sortant Johan Van Hecke⁸⁶.

En ce qui concerne la mission, il était en étroite collaboration avec la commissaire aux Relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner et le commissaire au Développement Louis Michel. En 2009, la Commission a fourni une aide de 1,5 million d'euros pour aider à l'organisation des élections⁸⁷.

III.2 L'UE RSS/EUSSR Guinée-Bissau

En 2005, le retour de Vieira de son exil au Portugal à la présidence de Guinée-Bissau, a donné un nouvel élan surtout des influences et les objectifs portugais dans la région. Après que l'Union européenne a adopté son propre concept de RSS en décembre 2005, fin 2006, la Présidence portugaise de l'UE a réussi à convaincre ses partenaires européens de débiter une mission de réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau. En 2006, un groupe de contact international a été également créé, coprésidé par le Portugal et la CE-DEAO.

Comme nous l'avons vu précédemment, le Portugal et la France, mais également beaucoup de bailleurs de fonds traditionnels sont impliqués dans la région depuis longtemps, qui jusqu'à présent, se sont tenus à l'écart du pays. Le Royaume-Uni y est désormais présent du simple fait de la RSS, et de nouveaux partenaires, comme la Chine et le Brésil y font également leur apparition⁸⁸.

⁸⁴ La France en Guinée-Bissau, http://www.ambafrance-gw.org/article.php?id_article=38 (téléchargé le 20/10/2009)

⁸⁵ Guinée-Bissau - Communauté européenne : Stratégie de coopération et Programme Indicatif (2001 – 2007), pp. 1-32. (http://www.fnh.org/francais/fnh/uicn/uicn_docs.htm)

⁸⁶ « L'UE mandate une mission d'observation pour la présidentielle », <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20090616T141628Z/-UE-observateurs-presidentielle-L-UE-mandate-une-mission-d-observation-pour-la-presidentielle.html> , 16/06/2009

⁸⁷ *Guinea Bissau – Final Report Early Presidential Election*, 28 June – 26 July 2009, European Union Election Observation Mission, pp. 1-47.

⁸⁸ *Security Sector Reform (SSR) in Guinea-Bissau*, op. cit., p. 5.

CERPESC ANALYSES

Malgré les efforts de la Guinée-Bissau, présentés ci-dessus, dans le rapport du 28 septembre 2007, le Secrétaire général des Nations unies souligne l'incapacité de ce pays à lutter contre le trafic de stupéfiants par ses propres moyens et a appelé de ses vœux un soutien technique et financier de la part de partenaires régionaux et internationaux. Le rapport évoque de graves problèmes, comme la politique partisane, les machinations entre intervenants politiques, la persistance du mécontentement social et la menace alarmante posée par le trafic de drogues et la criminalité organisée. Le secrétaire général souligne « *si l'on ne règle pas ces problèmes rapidement et de façon constructive, les progrès majeurs qui ont été faits pour consolider un ordre démocratique et constitutionnel naissant pourraient être remis en cause*⁸⁹. »

Par cette déclaration, le rapport fait savoir indirectement que la présence de la CEDEAO, et surtout la mission de l'ONU sur place, la BANUGBIS seules sont incapables de gérer le processus et « consolider » la politique intérieure du pays, seul par leur présence.

Au niveau de l'Union européenne, à l'issue de cet appel, le 15 octobre 2007, le Conseil de l'UE (sous la présidence portugaise) a estimé qu'une action dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en Guinée-Bissau serait appropriée. Le 19 novembre 2007, le Conseil a considéré que cette action est appropriée et a approuvé, le 10 décembre 2007, le concept d'ensemble d'une éventuelle mission PESD⁹⁰.

Le 9 décembre 2007, lors du sommet UE-Afrique, la stratégie commune Afrique-UE a été adoptée dans laquelle la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique et en Europe constitue

une priorité stratégique essentielle. Cette stratégie et la stratégie européenne de sécurité de décembre 2003 sont les bases d'appui à la RSS dans les pays partenaires.

Dans une lettre datée du 10 janvier 2008 (sous la présidence slovène de l'UE), le gouvernement bissau-guinéen a invité l'Union européenne à déployer en Guinée-Bissau une mission de l'Union européenne pour la RSS⁹¹. La mission complète de façon cohérente les activités menées au titre du Fonds européen de développement et des initiatives communautaires. L'Union s'est engagée à fournir une assistance à titre consultatif, essentiellement au « Comité technique »⁹².

La stratégie de la mission RSS suit de près la formule décrite par l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE)/Comité d'aide au développement (CAD), parce que l'UE ne dispose pas de sa propre approche de RSS.

Les directives OCDE/CAD stipulent que la RSS réussie devrait « créer un environnement sûr et propice à d'autres développements politiques, économiques et sociaux » en réformant les acteurs fondamentaux de la sécurité d'un État et ses institutions démocratiques et la justice⁹³.

Selon l'Action Commune de la PESC (2008/112) le contrôle politique et la direction stratégique sont assurés par le Comité politique et de sécurité de l'Union sous la responsabilité du Conseil.

La mission de l'UE « UE RSS/EUSSR Guinée-Bissau » constitue une nouvelle expérience importante parce qu'elle est

- **la première mission de la PESD couvrant de manière intégrée l'ensemble du**

⁸⁹ S/2007/576 28 septembre 2007, Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays, p. 10.

⁹⁰ Politique européenne de sécurité et de défense

⁹¹ Action commune 2008/112/PESC du 12 février 2008, Relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de sécurité en République de Guinée-Bissau (UE RSS Guinée-Bissau)

⁹² Daniel Fiott, « European Union Security Sector Reform Missions: The Case of Guinea-Bissau », *European Security Review*, ISIS, Number 38, May 2008, pp. 2-3.

⁹³ *Idem, ibidem.*

CERPESC ANALYSES

secteur de la sécurité associant la défense, la justice et la police, et

- **la première mission entièrement planifiée et pilotée dans le cadre de la capacité civile de planification et de conduite (CPCC)** établie en août 2007 pour les opérations civiles de gestion de crises menées par l'UE.

Selon les plans initiaux, la mission se déroule en deux phases :

- La phase préparatoire commence en février 2008
- La phase de mise en oeuvre commence au plus tard le 1er mai 2008

La première décision a été prise au Conseil des ministres de la défense, le 19 novembre 2007 ; le concept général de la mission a été approuvé le 10 décembre 2007. Le concept d'opération (Conops) et l'Action commune 2008/112/PESC du Conseil relative à la mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau ont été approuvés le 12 février 2008. Le plan d'opération (OpPlan) a été accepté par le COPS le 14 mai. Cette fois-ci la rapidité n'était pas un facteur clé : le délai du processus de planification était 6,5 – 7,5 mois⁹⁴, ce qui en cas d'urgence prend 12-15 jours.

Ainsi la mise en oeuvre a produit un peu de retard. La phase préparatoire a commencé en mi-avril, et la mission a débuté officiellement le 16 juin 2008 avec une durée prévue de 12 mois ce qui a été prolongée pour la première fois jusqu'au 30 novembre 2009.

La mission est dirigée par le chef de mission, le général espagnol Juan Esteban Veràstegui⁹⁵ (commandant des forces aéromobiles de l'Armée de terre espagnole, succédé par le colonel Fernando Afonso) et son adjoint. Elle se compose d'une cellule de soutien logistique, de 15-21 (19) experts internationaux :

- Portugal (11), Espagne, France pour les conseillers
- Allemagne, Suède, France, Italie, Portugal pour l'administration

Les Suédois, les Espagnols, les Français et surtout les Portugais fournissent 60% de l'effectif ce qui est complété par les Allemands, les Italiens et éventuellement par un procureur américain. Il s'agit des conseillers militaires et civils en relation respectivement avec les trois armes et avec la police judiciaire, le bureau national d'Interpol, le Parquet et les forces de l'ordre, et de 14-18 personnels locaux.

Les experts de cette mission travaillent avec l'armée, l'armée de l'air, la police judiciaire, la police et le parquet pour rendre opérationnelle la stratégie nationale de réforme en contribuant à la mise en oeuvre de plans détaillés de restructuration des forces armées et de sécurité⁹⁶. Le Canada et le Brésil ont décliné des offres (ce dernier pays a planifié l'envoi en 2009 une mission bilatérale, pour soutenir la réforme militaire), le Cap-Vert et l'Angola ont également prévu à participer.

En ce qui concerne le **niveau « national » de la mission**, il faut nous poser quelques questions. Pourquoi et comment le Portugal est devenu la nation cadre de cette mission ? Comment et sous

⁹⁴ Du 28 septembre 2007 (date de publication de la résolution de l'ONU) jusqu'au 14 mai (la finalisation de l'Oplan) + au 16 juin (la mise en place de la mission)

⁹⁵ Date de naissance : 20-12-1951

2003-2004: Colonel – MONUC (Rép. Démocratique du Congo) – Chef adjoint des Services Intégrés de Soutien.

- 1994-1995: Lieutenant-Colonel – MINUGUA (Guatemala) – Chef d'État-Major de la Division Militaire.

- 1992 -1993: FORPRONU (BiH) – Commandant - Chef du 4ème Bureau (Log) de l'État-major de la Brigade espagnole.

⁹⁶ *ESDP Newsletter*, July 2008, p. 6.

CERPESC ANALYSES

quelles conditions les projets initiaux des Portugais ont été modifiés ?

L'engagement du Portugal dans les missions civiles de l'UE menées en Afrique est assez significatif. Dans la mission EUPOL Kinshasa, le Portugal a participé avec 12 officiers de police y compris le chef de mission, qui représentaient 15% du total des contributions à cette mission. Dix-huit policiers portugais ont participé à son successeur EUPOL RD Congo, qui est la deuxième contribution plus importante (30% du total), et le chef portugais de Mission a été reconduit dans ses fonctions. Sept experts ont été fournis pour la mission EUSEC RD Congo. Dans l'effectif de l'UE RSS Guinée-Bissau, 11 sur 19 membres initiaux de la mission étaient Portugais⁹⁷.

Selon les entretiens portugais, le pays s'est rendu compte que lui, seul est incapable de financer cette mission, ainsi le partage des coûts au niveau européen serait le plus convenable. De plus, éviter le lancement d'une mission uniquement portugaise ou bilatérale (Portugal – Guinée-Bissau) était aussi raisonnable que le cas français pendant l'opération ARTEMIS en RDC⁹⁸.

Bien que le Portugal ait réussi à tirer l'attention de la communauté internationale, et notamment de l'Union européenne, sur la Guinée-Bissau, il faut également savoir que les projets portugais se différencient significativement de la mission qui a été finalement lancée : Ils ont prévu une *mission militaire* plus utile à la stabilisation, (et uniquement dans ce cas) avec un chef espagnol, mais les partenaires européens ont refusé un tel engagement en favorisant une mission civile.

C'est la raison pour laquelle, après la décision des partenaires européennes, la nomination d'un Espagnol à la tête de la mission a été assez mal perçue par les forces armées portugaises. Le Portugal avait eu déjà un chef de mission et il aurait été politiquement difficile d'avoir un autre, tandis que l'adjoint du chef de la mission est devenu un Portugais qui était *de facto* le chef du contingent majoritairement portugais⁹⁹.

L'Italie était opposée au lancement de la mission, car elle était plutôt intéressée par la Corne d'Afrique et la France n'était pas très enthousiaste non plus. Un compromis a été retrouvé : la présidence portugaise a fait « tout » pour la préparation de la mission EUFOR Tchad/RCA, sujet marginalisé à l'époque, pour le soutien français à la mission en Guinée-Bissau.

La mission UE-RSS Guinée-Bissau est établie dans la capitale, de façon « centrale », à proximité de l'Assemblée nationale, dans un bâtiment ayant servi transitoirement d'ambassade pour la France¹⁰⁰. Elle est « guidée » par le Centre Satellitaire de l'Union européenne¹⁰¹.

Le budget de la mission était 5,6 millions d'euros jusqu'à 31 mai 2009. Le chef de mission est pris en charge par le budget de la PESC, mais chaque État membre prend en charge les frais encourus pour la totalité du membre du personnel détaché par ses soins, y compris les frais de déplacement, les traitements, l'assurance maladie et les États tiers qui souhaitent participer et apporter leur contribution sont bienvenus.

Cette mission devrait compléter de façon utile l'aide que l'Union européenne fournit déjà à la Guinée-Bissau dans le cadre du 10^e Fonds européen de

⁹⁷ Hugo De Melo Palma, *European by Force and by Will: Portugal and the European Security and Defence Policy*, EU Diplomacy Papers 7/2009, Bruges, College of Europe, p. 16.,

⁹⁸ Hugo De Melo Palma, *op. cit.*, pp. 19-21.

⁹⁹ *Idem, ibidem.*

¹⁰⁰ Mission Guinée-Bissau: « rebâtir de zéro » (Gén. Verástegui), <http://bruxelles2.over-blog.com/article-22757901.html>

¹⁰¹ Frank Asbeck, « EU Satellite Center – A bird's eye view in support of ESDP operations », *ESDP Newsletter*, Summer 2009, p. 22.

CERPESC ANALYSES

développement, notamment le volet relatif à la prévention des conflits et les réformes dans l'armée et les forces de sécurité (27 millions d'euros pour la période 2008-2013)¹⁰².

La raison d'être de la mission a été exprimée par le chef de la mission lui-même : « *Tout d'abord, ce n'est pas une réforme de l'UE mais une réforme voulue et décidée par les autorités de Guinée. Il y a un clair engagement des autorités politiques nationales, partagé par l'opposition. Ainsi, nous n'avons pas de rôle directement opérationnel. Nous sommes là pour donner des conseils, établir des plans pour le futur, transformer une décision stratégique en un concept opérationnel. Notre mission est avant tout intellectuelle.* »¹⁰³

L'UE RSS Guinée-Bissau vise à assister les autorités dans la restructuration des forces armées et des services de police afin de permettre à ces derniers de jouer leur rôle dans des domaines comme les enquêtes criminelles, la lutte contre les stupéfiants et la collecte de preuves dans le cadre de procédures judiciaires, ainsi que de développer le cadre juridique permettant de mener ces missions à bien. La mission de RSS soutient la formation, aide à obtenir l'équipement et les fournitures nécessaires et facilite la contribution des donateurs¹⁰⁴.

Selon le général Verastegui l'un des objectifs les plus importants est de trouver la solution définitive aux problèmes des anciens combattants en reconnaissant la dignité qu'ils ont su conquérir durant les moments les plus difficiles de leur vie pour qui la réforme permettra de mettre sur pied

une armée à même de sauvegarder les intérêts et l'intégrité territoriale en effectuant des missions pré-établies par la Constitution. « *Cette armée sera un motif d'orgueil pour ceux-là qui iront à la retraite en vue de permettre la rénovation statutaire et le rajeunissement des forces de sécurité et de défense.* »¹⁰⁵

Le problème c'est ce qu'il ne s'agit pas du premier programme de retrait pour les anciens combattants. Parmi eux une bonne partie tire profit aux trafics illégaux pendant qu'au niveau national il n'existe pas de programme de retrait et les fonctionnaires ne sont pas payés pendant des années. Comment guérir une blessure sans s'occuper de centaines d'autres ?

Vingt ans après les premières missions communes de l'UEO et 5 après les premières missions de la PESD cette mission a, une fois de plus, présenté des problèmes de base de ce type de mission : Les problèmes ont commencé par le recrutement de l'effectif suffisant. L'UE RSS Guinée-Bissau ne disposait pas de certaines expertises clés telles que la liaison avec Bruxelles, l'analyse politique, la collecte de renseignements et la communication externe.

La population restait peu informée, la visibilité de la mission était assez réduite. L'un des plus grands défis à surmonter était les aspects conceptuels et les subtilités culturelles, telles que les idées de « partenariat » et de « réforme » n'étant pas exactement les mêmes pour tout le monde sur place et la mission cherche à mettre au point un nouveau modèle.

¹⁰² Projet d'action commune du Conseil relative à la mission de l'Union européenne à l'appui de la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée-Bissau (RSSUE Bissau), Sénat (France), 28/01/2008, <http://www.senat.fr/ue/pac/E3762.html>

¹⁰³ Mission Guinée-Bissau : « rebâtir de zéro » (Gén. Verastegui), <http://bruxelles2.over-blog.com/article-22757901.html>

¹⁰⁴ « Stakes are high for EU SSR mission to Guinea-Bissau », *ESDP Newsletter*, Winter 2009, p. 25.

¹⁰⁵ « Guinea Bissau: L'Union européenne lance le programme de réforme de l'armée bissau-guinéenne », 18/06/2008, <http://www.africaontv.com/Members/dibeess/news/ginee-bissau-lunion-europeenne-lance-le-programme-de-reforme-de-larmee-bissau-guineenne/>

CERPESC ANALYSES

La coordination avec le bureau de l'ONU¹⁰⁶ s'avérait insuffisante et a conduit vers des situations de malentendus et de carence informationnelle. Toutefois, selon un rapport du 22 avril 2009, les progrès d'ensemble sur la RSS ont été plus lentes que prévus et la mission n'avait pas encore accompli son mandat. L'accès limité à l'expertise de la RSS et les infrastructures de base, comme les espaces et les équipements de bureau¹⁰⁷, a également contribué aux retards, même si le gouvernement a nommé, auprès du Premier Ministre, un Conseiller spécial pour la RSS et la lutte contre le trafic de drogue.

Comme dans le cas du Soudan « le prestige » de la mission de l'Union européenne devrait être assez bas, si les rapporteurs soulignent que les fonctionnaires de la Guinée-Bissau étaient souvent indisponibles pour assister aux réunions prévues pour discuter sur la RSS avec la mission européenne et il y avait un certain nombre de retard significatif, en ce qui concerne la mise en place des plans de restructuration de l'armée, proposée par les Européens¹⁰⁸.

Au-delà des difficultés intérieures du pays, les mésententes *intra muros* de la mission, notamment des divergences de vue entre certains conseillers, ont également conduit à une situation de blocage et au remplacement de près de la moitié de son personnel et les avancées dans le secteur des forces armées étaient très timides¹⁰⁹.

Après l'assassinat du président Vieira, les pays de la région ont lancé l'idée sur la nécessité d'une intervention militaire extérieure pour prévenir un

coup d'Etat par l'armée. Mais les Européens n'ont pas changé d'avis, et dans le cas de Guinée-Bissau la mission RSS ne profite pas de la présence d'une force de police européenne, comme c'est le cas en RDC.

Pour une éventuelle extension de la présence européenne, une étude stratégique est en cours d'élaboration sur l'avenir de l'engagement de l'Union européenne en Guinée-Bissau. Elle sera soumise au Comité politique et de sécurité (COPS) à la fin du janvier 2010, mais le Royaume-Uni a déjà manifesté ses contresens vis-à-vis de l'élargissement du mandat actuel de la présence européenne par l'augmentation éventuelle de l'effectif¹¹⁰.

III. L'ONU se mobilise

Quant aux événements plus récents et actuels, le mandat de la mission de l'UE RSS une fois déjà prolongé pour 6 mois (jusqu'au 30 novembre 2009) a été une nouvelle fois prolongé, le 17 novembre 2009, jusqu'au 31 mai 2010. Le budget proposé pour l'extension de six mois est de € 1.53 millions d'euros¹¹¹.

Le 26 juin 2009, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté une résolution (1876) sur la Guinée-Bissau qui prévoit la transformation, au 1er janvier 2010, du BANUGBIS (Bureau d'appui des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix en Guinée-Bissau) en BINUGBIS (Bureau Intégré).

Cette transition sera caractérisée par un renforcement de la présence onusienne sur le ter-

¹⁰⁶ La mission de l'ONU a également confronté à des problèmes de personnel.

¹⁰⁷ Tout cela nous rappelle à la mission de soutien de l'UE au Darfour où même le logement n'a pas été suffisamment assuré par l'Union africaine et les membres délégués par l'UE ont eu le choix de en plein air. C'est également un facteur qui explique l'enthousiasme modeste concernant les missions en Afrique. (Voir András István Türke, *Soudan la complexité de la crise du Darfour*, CERPESEC Analyses, 08/AF/03/2008, p. 45.)

¹⁰⁸ *European Security and Defence Policy and Guinea-Bissau*, UK Parliament, Documents considered by the Committee on 4 November 2009, <http://www.parliament.the-stationery-office.co.uk/pa/cm200809/cmselect/cmeuleg/19xxx/1909.htm>

¹⁰⁹ Damien Helly, « PESD en Guinée-Bissau : il faut continuer », *EUISS Analysis*, juillet 2009, pp. 2-3.

¹¹⁰ *European Security and Defence Policy and Guinea-Bissau*, op. cit.

¹¹¹ « The estimated amount that will be left unspent from the current Mission budget at the end of November is €1.192 million. Therefore the net cost to the EU for extending the mission is estimated to be €338,000. This total includes €290,000 to fund the costs of terminating the Mission should it close in six months time. The additional funding provided for the Mission's running costs is €48,000. »

rain, nécessaire face à l'instabilité du pays. Le DPKO/DOMP (Département des opérations de maintien de la paix) envisage le déploiement de 30 personnes de plus dans le domaine de la réforme de la police.

La question soulève pourquoi l'ONU n'a pas agi déjà en 2007, à l'époque quand elle demande d'un soutien international plus vaste pour la Guinée-Bissau ?

Ce nouveau bureau comprendra quatre sections thématiques : politique, droits de l'homme, réforme du secteur de la sécurité (RSS), information. Son mandat se caractérise par les éléments suivants (qui sont absents du mandat du BANUGBIS) :

- Appui à un processus national de dialogue et de réconciliation ;
- Soutien et appui en vue de la conception et la mise en œuvre de la stratégie de RSS ;
- Assistance à la lutte contre les trafics notamment de drogues et d'armes légères ;
- Renforcement de la coopération avec les organisations régionales.

Par cette résolution, le Conseil de sécurité invite également les autorités du pays à mener des enquêtes crédibles et transparentes sur la série d'assassinats politiques perpétrés en mars et juin 2009 (comme l'avait proposé le Secrétaire général dans son rapport du 10 juin 2009), et à traduire en justice les responsables de ces actes. Il invite également la communauté internationale à appuyer ces enquêtes nationales¹¹².

Conclusion et propositions

Le problème général de ce genre des réformes est toujours le même : Par la mise en œuvre les réformes démocratiques, la mise en place des institutions démocratiques, la démocratisation n'est pas entièrement effectuée, car « *l'esprit démocratique* » et le comportement démocratique sont beaucoup plus difficilement adaptables par le parcours d'un chemin plus longue. En Europe – et surtout en Europe Orientale – l'UE restait plus consciente que la condition *sine qua non* d'une démocratie durable est le développement économique.

En Guinée-Bissau, malgré l'amalgame du bouleversement international sur le théâtre, ce facteur est plutôt ignoré et les acteurs internationaux, les bailleurs de fonds forcent une démocratisation, le respect des règles démocratiques, la lutte contre la corruption et la contrebande dans une telle situation générale où le salaire des fonctionnaires n'est toujours pas suffisamment garantis par l'Etat et le versement a plus de mois (ou ans) de retard...

Donc, on peut bien constater que la manque des éléments essentiels pour un processus de démocratisation est largement évidente et la mise en place, et le respect à long terme des réformes, même qui sont établies par et avec l'aide européenne, reste fortement douteux. Les dossiers élaborés par la mission THEMIS de l'UE ont été « remerciés » et puis renfermés aux tiroirs peut être à tout jamais. Il est désirable que le résultat de la mission de l'UE en Guinée-Bissau soit différent, mais qu'est-ce qui garantit le contraire ?

La situation générale renforce les perspectives plutôt négatives. L'autre principe essentiel, la pacification relative du pays, est très insuffisamment effectué par plusieurs DDR échouées ou incomplètes. En 2009, le président, le chef d'Etat major, et deux candidats à la présidentielle ont été massacrés. Il faudrait se rendre compte que c'est

¹¹² Guinée Bissau, Représentation permanente de la France auprès de l'ONU, <http://www.franceonu.org/spip.php?article4081>

CERPESC ANALYSES

encore l'armée peu ou pas intéressée aux réformes, et pas les institutions politiques qui disposent du vrai pouvoir. Ainsi, comme nous l'avons examiné en détail, la RSS semble être prématurée et joue un rôle contestable dans les duels politiques.

Il est certainement un effet positif que la réforme est (était) voulue (au moins) par l'ancien président Vieira, même si nous restons sceptiques concernant tels gendres de profonds changements d'idéologies. Et il reste fortement douteux en quelles mesures sert-elle à un atout de plus dans les guerres internes entre les différents groupes.

L'efficacité du programme de DDR sur le long terme dépendra fondamentalement du succès économique des options de réintégration exécutées, quand les anciens combattants ressentiront moins le besoin d'un éventuel retour aux Forces Armées. Même si le développement économique est nécessaire pour la démocratisation efficace, la réforme de secteur de sécurité demeure un facteur décisif pour instaurer la stabilité. Dans la région des Grands Lacs, l'Union européenne applique une stratégie pour toute la région et coordonne les différentes missions européennes pour le maintien de la paix et l'activité internationale. Ce qui n'est pas le cas en Guinée-Bissau, mais les résultats en RDC pourraient être profitables pour cette mission de l'UE :

« Une réforme du secteur de la sécurité (RSS) demeure nécessaire pour qu'une stabilité durable puisse s'instaurer en République démocratique du Congo. À cette fin, il est capital de poursuivre et de coordonner étroitement les missions PESD (EUSEC RD Congo et EUPOL RD Congo) et les activités communautaires. La poursuite de la stabilisation de la RDC est l'un des facteurs les plus importants pour la paix dans l'ensemble de la région des Grands Lacs. En ce qui concerne la réforme du secteur de la défense, le Conseil a insisté

sur sa volonté de continuer à soutenir, par l'intermédiaire de la mission EUSEC RD Congo, des réformes durables qui soient respectueuses des principes fondamentaux de la bonne gouvernance et des droits de l'homme. »¹¹³

Dans une situation où la DDR est mal achevée et la mise en place de la RSS s'effectue sans la présence d'une mission militaire internationale ou européenne (projet initial des Portugais,) ou d'une mission de maintien de sécurité publique (mission de police, comme en RDC), la mission européenne civile restait sans appui en Guinée-Bissau. Même si le renforcement de la mission RSS européenne est le sujet des débats jusqu'au janvier 2010, pour le moment, en novembre 2009, l'élargissement du cadre de la présence européenne nous paraît peu probable.

Quant à l'engagement européen, lui-même, une fois de plus, faute de crédibilité, la mission de l'ONU s'avérait inefficace. Mais, comme nous l'avons vu, l'arrivée de la mission européenne n'a pas profondément touché les rivaux et les émeutes entre les différentes sections de la police et la vengeance continuaient. La mission restait plutôt inaperçue, et pendant plusieurs mois, les Européens étaient en quasi-coopération avec un président qui menaçait ouvertement de massacrer son chef d'Etat major et son Premier ministre...

Si le « prestige » de la mission en Guinée-Bissau s'avère assez bas qu'au Soudan, et les Africains peuvent négliger la présence et les propositions européennes (malgré la contribution financière européenne cruciale ou non négligeable), en faveur des autres partenaires qui imposent moins d'obligations, il est douteux que ces missions augmentent vraiment la visibilité et le poids international de l'Union européenne.

¹¹³ Conclusions du Conseil sur EUSEC RD Congo, 26 mai 2008, (Extrait de Conclusions sur la PESD, 2870ème session du Conseil Relations extérieures, Bruxelles, 26 mai 2008)

CERPESC ANALYSES

La résolution semble être plus facile en théorie qu'en pratique : les réformes politiques devraient être initiées par

- une mission internationale de contrôle maritime pour arrêter la contrebande et ainsi couper des ressources plus avantageuses qui concurrence la RSS et les programmes de récompense des anciens combattants.
- une politique internationale / européenne pour toute la région (Gambie, Sénégal-Casamance, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry) pour le rétablissement de la stabilité régionale, le développement économique et la mise en place d'une coopération renforcée entre la police et la douane des pays concernés.

Faut-il continuer ? – Oui, mais différemment.



Sources des images :

- p. 1./1,2 - Border Police, 25 June 2009
<http://www.consilium.europa.eu/>
- p. 4. - Guinée-Bissau
<http://www.rfi.fr/>
- p. 5. - <http://www.guinee-bissau.net/.php>.
- p. 8. - TCD Siroco
<http://tcd.siroco.free.fr/actualites1999.htm>
- p. 10. - http://www.npagroup.com/oilandmineral/offshore/guinea_bissau_3rd_round_07.htm
- p. 12. - <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6274590.stm>
- p. 28. - <http://www.consilium.europa.eu/>
- p. 34. - © Marcos Soriano
<http://picasaweb.google.com/lh/photo/k8u5hGoLyfKpGwVEAJ5Qyg>

CERPESC ANALYSES



10 NOVEMBRE 2010

CERPESC ANALYSES

Mission of Security Assistance	Forum Europe Policy	The East African Security	The EU's political
Page 7	Page 24	Page 31	Page 32

ANDRÁS BETTEY
LIVING WITH A FAILED STATE : SOMALIA
 The East African Regional Security Complex and the EU

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESD
 European Institute for Defence & Crisis Management

10 NOVEMBRE 2010 • SOMALIA, CERESC 10/AF/04/2010 • WWW.PESC.EU

10 NOVEMBRE 2010

CERPESC ANALYSES

Mission de Sécurité Assistance	Forum Europe Policy	The East African Security	The EU's political
Page 7	Page 24	Page 31	Page 32

ANDRÁS BÉTVÁN TÜRKE
EUFOR LIBYA : « PHANTOMIZED OPERATION OF THE INVISIBLE LEGION? »
 The EU, the CSDP and the crisis in Libya

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESD
 European Institute for Defence & Crisis Management

10 NOVEMBRE 2010 • LIBYA, CERESC 10/AF/04/2010 • WWW.PESC.EU

08 MARS 2010

CERPESC ANALYSES

Mission de Sécurité Assistance	Forum Europe Policy	The East African Security	The EU's political
Page 7	Page 24	Page 31	Page 32

DÁVID JÁDÓ
THE CSDP IN PRACTICE : EUMM GEORGIA
 « Oh My, What Have We Done? »

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESD
 European Institute for Defence & Crisis Management

08 MARS 2010 • GEORGIE, CERESC 10/AF/04/2010 • WWW.PESC.EU

08 NOVEMBRE 2010

CERPESC ANALYSES

Le message de la coalition	Forum Europe Policy	Forum Europe Policy	Forum Europe Policy
Page 7	Page 24	Page 24	Page 24

MARIA GRANDIĆ
EUBAM RAFAH & EUPOL COPPS
 Les missions de PCNne européenne dans un contexte post-conflit

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESD
 European Institute for Defence & Crisis Management

08 NOVEMBRE 2010 • RAFAH, CERESC 10/AF/04/2010 • WWW.PESC.EU

10 NOVEMBRE 2010

CERPESC ANALYSES

Le message de la coalition	Forum Europe Policy	Forum Europe Policy	Forum Europe Policy
Page 7	Page 24	Page 24	Page 24

ANDRÁS BÉTVÁN TÜRKE
LA STRUCTURE DE COMMANDEMENT DES MISSIONS ET DES OPÉRATIONS DE LA PSDC
 « Un ou Deux Commandements Européens? »
 (L'opinion et le rôle de l'Union de l'Europe de l'Est par le Docteur Dragoș, PhD Belgrade)

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESD
 European Institute for Defence & Crisis Management

10 NOVEMBRE 2010 • UE, CERESC 10/AF/04/2010 • WWW.PESC.EU

08 NOVEMBRE 2010

CERPESC ANALYSES

Le message de la coalition	Forum Europe Policy	Forum Europe Policy	Forum Europe Policy
Page 7	Page 24	Page 24	Page 24

ANDRÁS BÉTVÁN TÜRKE
UE-RSS/EUSSR GUINÉE-BISSAU
 « Une mission "bénévoles" et ses implications »

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESD
 European Institute for Defence & Crisis Management

08 NOVEMBRE 2010 • GUINÉE-BISSAU, CERESC 10/AF/04/2010 • WWW.PESC.EU

CERPESC ANALYSES

02 MARS 2009

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
SOUDAN - LA COMPLEXITÉ DE LA CRISE DU DARFOUR
 Les différentes méthodes de la gestion d'une crise complexe, et les aspects diplomatique et juridique de l'Union européenne

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - BUDAPEST / BRUXELLES • CERPESC 02/AF/04/2009 • WWW.PESC.EU

07 JANVIER 2009

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
L'OPÉRATION ARTEMIS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
 La gestion de crise de l'Union européenne et de l'OTAN en lien, dans le contexte des conflits de la région des Grands Lacs en 2009

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - BDC / ANVERS • CERPESC 01/AF/01/2009 • WWW.PESC.EU

10 MARS 2009

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
FRANCE - OTAN/NATO : DANS LE CONTEXTE DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE (1966 - 2009)
 De la défense de l'espace transatlantique sous la formule 14+1 à la réintégration française

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - FRANCE • STANFORD • CERPESC 03/AF/02/2009 • WWW.PESC.EU

10 NOVEMBRE 2007

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
L'OTAN ET L'AFRIQUE - PLUS D'ENGAGEMENT EN AFRIQUE = PLUS DE SÉCURITÉ EN EUROPE (?)
 Conclusion des visites de l'OTAN pour l'Union africaine au Darfour et les enjeux et défis de l'engagement de la zone de défense de l'OTAN

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - LISBONNE / ANVERS • CERPESC 04/AF/03/2007 • WWW.PESC.EU

09 MAI 2007

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
L'UEO, L'UE, ET LA CRISE ALBANAISE EN 1997 (LA MISSION ALBA)
 10 rapport d'état pour le cadre de la Mission ALBA (1997) et de la Mission ALBA (2007)

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - LA MISSION ALBA • CERPESC 05/AF/01/2007 • WWW.PESC.EU

10 DÉCEMBRE 2007

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
LES PREMIÈRES MISSIONS DE LA PESC DANS LES BALKANS (2003-2007)
 10 rapport d'état pour le cadre de la Mission ALBA (1997) et de la Mission ALBA (2007)

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - MISSIONS DE L'UEO • CERPESC 06/AF/01/2007 • WWW.PESC.EU

02 AVRIL 2008

BENOÎT DUFFORT
QUESTIONS D'ARMEMENTS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• BENOÎT DUFFORT - ANVERS • CERPESC 01/AF/03/2008 • WWW.PESC.EU

05 DÉCEMBRE 2008

ANDRÁS ISTVÁN TÜRKÉ
LES MISSIONS DE L'UEO DANS LES BALKANS (1991-2002)
 10 rapport d'état pour le cadre de la Mission ALBA (1997) et de la Mission ALBA (2007)

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• A. I. TÜRKÉ - MISSIONS DE L'UEO • CERPESC 02/AF/01/2008 • WWW.PESC.EU

10 JANVIER 2008

ELIENNE DE RÉAT
ENJEUX ET DÉFIS POUR LA PESC DANS LES BALKANS (1991-)

CERPESC - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE POUR LA PESC
 et Association Raport/Orange II - Bruxelles
 et Fondation Europe-Turkey

• ELIENNE DE RÉAT - LA PESC DANS LES BALKANS • CERPESC 01/AF/01/2008 • WWW.PESC.EU

CERPESC ANALYSES

CERPESC ANALYSES



Résumé

Après plusieurs missions et opérations plus ou moins réussies en Afrique, notamment en RDC et au Soudan, l'Union européenne a lancé une mission de la réforme du secteur de sécurité (RSS/SSR) en Guinée-Bissau, l'Etat qui se trouve « en état permanent » de la réforme du secteur de sécurité. Pourquoi la décision de l'UE a été prise en 2007 ? Quel est le rôle du facteur de temps ?

Cette analyse cherche à répondre à des questions de base, pourquoi cette mission a été installée, quels sont les Etats membres de l'Union européenne qui étaient particulièrement intéressées ? Pourquoi une mission civile (soi disant « intellectuelle »), de plus de l'UE, si les missions de l'ONU sont déjà longtemps sur place. Quel était le rôle de l'ECOMOG et de la CEDEAO concernant la politique bissau-guinéenne ?

Si le « prestige » de la mission en Guinée-Bissau s'avère assez bas qu'au Soudan, et les Africains peuvent négliger la présence et les propositions européennes (malgré la contribution financière européenne cruciale ou non négligeable), en faveur des autres partenaires qui imposent moins d'obligations, il est douteux que ces missions augmentent vraiment la visibilité et le poids international de l'Union européenne.



András István TÜRKE

- Docteur - Histoire des Relations Internationales
Université Paris III Sorbonne Nouvelle
- visiting fellow auprès de l'EUISS (2006)
- boursier-chercheur auprès du HIIA
- visiting fellow auprès de la Commission de Défense de l'AUEO (2008)
- chercheur associé de l'IRSEM
- fondateur du CERPESC
- turkeandras@gmail.com

CERPESC ANALYSES
10/AF/04/2009

Editeurs

Europa Varietas Institute
www.europavarietas.org

Association Objectif Europe III
- Sorbonne Nouvelle Paris III

Rédacteur en chef
András István TÜRKE Ph.D

© 2005-2009
Europa Varietas Foundation (Hungary)
1135 Budapest, Szent László út 15. 5. em. 8,
Tous droits réservés / All rights reserved

ISSN 2073-5634